

L'humanité esclave de son système monétaire

Et de ceux qui le manipulent

Quel système pour une réelle démocratie ?

Présentation

Après avoir montré l'immensité de la fraude intrinsèque au système monétaire actuel, qui empêche toute velléité de démocratie et met notre vie et l'avenir de l'humanité dans les mains de quelques banquiers et de leurs acolytes, l'auteur nous décrit comment nous en sommes arrivé là en quelques siècles, analyse les différents systèmes monétaires possibles, et indique lequel serait compatible avec une réelle démocratie. Il nous permet même d'imaginer ce qui changerait dans notre vie si nous l'adoptions et donne des clés pour y accéder.

Ce livre remet en question beaucoup d'idées reçues et peut être déstabilisant pour certains. Il est donc à lire lentement en prenant le temps d'aller vérifier par soi-même la véracité des dires (ailleurs que dans les médias mainstream ou dans Wikipédia qui nous mentent depuis longtemps), et ne passer au chapitre suivant qu'après avoir bien digéré le précédent.

Table des matières

Définition d'une démocratie	<i>page 6</i>
La république n'est pas une démocratie	<i>page 8</i>
L'escroquerie du système monétaire actuel	<i>page 13</i>
Histoire de la création monétaire	<i>page 23</i>
Définition de la monnaie par son rôle dans l'organisation des échanges	<i>page 67</i>
Les incroyables vertus d'une monnaie simple mesure de la valeur d'une richesse produite et vendue	<i>page 94</i>
Rendre l'état à la fois social et libertaire	<i>page 101</i>
Reconstruire notre identité	<i>page 113</i>
Charte de nos valeurs fondamentales	<i>page 115</i>
Faire sécession	<i>page 117</i>
Programme de transition	<i>page 118</i>

Charte constituante *page 120*

Comment pourrait être notre futur *page 131*

Conclusion *page 143*

Annexe

Jeu «échanges et monnaies» *page 152*

Bibliographie *page 164*

Préface

Alors que je me destinais à une carrière scientifique, j'ai senti tout jeune que ce système social ne me convenait pas, que les progrès techniques n'allaient pas de pair avec l'épanouissement de notre humanité. J'ai donc finalement choisi de faire une formation de sciences humaines. Mais si j'ai pu aider un certain nombre de personnes, j'étais conscient que l'environnement social jouait un rôle important dans la genèse et la résolution de nombreux troubles psychiques. J'ai donc toujours en parallèle réfléchi à ce que pourrait être une organisation sociale permettant à chacun de s'épanouir.

Je n'ai commencé à m'intéresser vraiment à la monnaie qu'après la lecture du livre d'Eustace Mullins «les secrets de la Réserve Fédérale» qui m'a fait découvrir que nos banques centrales étaient des banques privées alors que j'avais toujours cru qu'elles étaient contrôlés par l'état. Ne comprenant rien aux livres d'économie, et faisant confiance à ma logique, j'ai donc cherché à résoudre le problème suivant: comment introduire une monnaie dans une communauté possédant toutes les capacités complémentaires pour assurer ses besoins essentiels, qui peut bien fonctionner sans monnaie tant qu'elle n'est pas très importante, mais qui envisage de s'agrandir et a besoin de savoir comment chacun participe à la vie commune.

J'ai créé un jeu en annexe qui permet de comprendre concrètement ce qui se passe en fonction de la façon dont est créée la monnaie. En créant la monnaie par la dette, le système est ingérable : si les prêts sont sans intérêts, il n'y a plus d'argent en circulation quand tout le monde rembourse, si

les prêts sont avec intérêts, il n'y a pas assez d'argent en circulation pour rembourser et l'on doit sans cesse réemprunter au banquier pour que le système survive. Si c'est un banquier privé, la communauté devient complètement dépendante à vie de lui.

Ensuite, avec internet, j'ai pu découvrir à quel point on nous avait menti sur tout et le rôle que jouaient les grands banquiers dans l'évolution de notre monde.

La partie historique est sourcée par les historiens cités en annexe. Mon travail a consisté à en faire un résumé ainsi qu'une synthèse car chacun n'a étudié qu'une partie du problème. Mon apport original a été de partir d'une vraie définition de la monnaie, que l'on ne trouve étrangement nulle part, pour en tirer des conclusions rigoureuses sur ce que doit être un système monétaire sain. On découvre alors

à quel point le système actuel est frauduleux et responsable de tous nos maux alors qu'il existe des systèmes monétaires sains qui nous sortiraient de l'emprise des banquiers et nous feraient travailler beaucoup moins sans avoir à payer d'impôts. Ce système frauduleux est antinomique avec la démocratie car il nous rend esclave de fait de ceux non élus qui créent la monnaie. Un système monétaire sain créé par l'état permettrait à cet état d'être souverain et sans dettes, ce qui a déjà existé et serait un grand pas dans la situation actuelle.

Mais si on veut aller plus loin vers une véritable démocratie, il faut aussi que le système politique soit démocratique, avec une constitution qui permette un contrôle des différents pouvoirs par le peuple. Je propose aussi des pistes pour y parvenir.

Définition d'une démocratie

Étymologiquement, «démocratie» vient du grec (démos-Kratos) et veut dire « gouvernement du peuple » ou, comme l'a affirmé Lincoln: « gouvernement du peuple, pour le peuple, par le peuple »

Il est évident que cette formule ne peut pas s'appliquer littéralement: le peuple n'est pas un, il est constitué de nombreux individus aux préoccupations et intérêts divers. Une démocratie directe n'a pu s'exercer partiellement dans la Grèce antique qu'avec un nombre réduit de « citoyens » (les femmes et les esclaves ne faisant pas partie des citoyens). Étant donné la taille de nos états nations, il n'était pas possible jusqu'à présent de faire voter toutes les lois par tout le monde. Ce qu'on appelle des « démocraties représentatives » sont très loin de la définition d'une démocratie puisque les citoyens ne votent pas les lois, donnent tout leur pouvoir à des « représentants » qui ne représentent souvent qu'eux mêmes, et n'ont aucun moyen de contrôler ce qu'ils font. Mais les moyens modernes de communication pourraient maintenant permettre de nous en rapprocher.

Sachant que tout le monde ne peut pas se réunir pour tout voter, qu'il y a forcément besoin d'une organisation sociale avec des gens compétents pour chaque poste. Il y aura donc

des postes que tout le monde ne pourra pas investir. Mais le peuple est capable de sentir si ceux qui le dirigent travaillent dans son intérêt et en tenant compte de son bien être ou pas. C'est ainsi qu'il a existé des régimes autoritaires bien plus soucieux du bien-être du peuple que les soi-disant régimes « démocratiques » actuels.

Ce qui se rapprocherait le plus de la définition d'une démocratie serait donc une organisation sociale où tous ceux en position de responsabilité et de pouvoir par rapport à d'autres puissent être choisis, mandatés et révocables par ceux sur qui ce pouvoir s'exerce.

J'ai mis choisi et non « élus » car ce n'est pas forcément par l'élection : en période de plein emploi, il est par exemple possible de choisir son employeur et de le quitter s'il ne convient pas.

S'il y a élection, il faut que les candidats aient fait au préalable la preuve de leur compétence, bénéficient d'un même accès à l'information, et soient élus par la méthode du scrutin majoritaire, plus juste que celle du scrutin à 2 tours.

Pour des postes que tout un chacun est capable d'assumer (député, justice, conseil constitutionnel), on peut envisager le tirage au sort.

Nous verrons en fin d'ouvrage comment il serait possible de construire une telle démocratie mais auparavant il est important d'analyser les forces qui nous en empêchent.

Le système républicain n'est pas une démocratie

Contrairement à ce qu'on nous dit, le fonctionnement du système républicain ne correspond pas à la définition d'une démocratie puisque le seul vote auquel nous sommes conviés est d'élire des « représentants » : en faisant cela nous renonçons pendant 5 ans à tout pouvoir politique. Pour que nous soyons en démocratie, il faudrait que nous puissions voter les lois et avoir un pouvoir de contrôle sur tous ceux qui ont pouvoir sur nous (policiers, fonctionnaires, juges.....) alors que ceux-ci n'ont des comptes à rendre qu'à un exécutif tout puissant. En effet la plupart des « représentants » que nous élisons, aussi bien dans la majorité que dans l'opposition, appartiennent à la même caste et se répartissent dans une fausse séparation des pouvoirs : ce sont eux qui écrivent la constitution censée les contrôler, ce sont eux qui siègent au conseil constitutionnel chargé de veiller au respect de cette constitution, ce qui permet à l'exécutif de la violer impunément. Le parlement est devenu une chambre d'enregistrement des lois imposées par l'exécutif et la justice faussement indépendante, déjà soumise à l'exécutif par les procureurs et le contrôle des carrières des juges, a été officiellement mise sous tutelle du gouvernement par Emmanuel Valls. Cette fausse séparation des pouvoirs qui a pu

faire illusion au début montre aujourd'hui son vrai visage de dictature.

La république installée en 1789 n'a jamais voulu être une démocratie, de l'aveu même de l'abbé Sieyès, un de ses fondateurs : « *Les citoyens qui se nomment des représentants renoncent et doivent renoncer à faire eux-mêmes la loi ; ils n'ont pas de volonté particulière à imposer. S'ils dictaient des volontés, la France ne serait plus cet État représentatif ; ce serait un État démocratique.* »[...]« *Le peuple, je le répète, dans un pays qui n'est pas une démocratie (et la France ne saurait l'être), le peuple ne peut parler, ne peut agir que par ses représentants.* »

Nous en sommes toujours là et cette dictature en cache d'autres où il n'y a même plus d'élections du tout pour les contrôler :

_la dictature de l'organisation appelée « Union Européenne » dirigée par une commission non élue, assistée d'un faux parlement qui n'a aucun véritable pouvoir, dont les « recommandations » sont en réalité des ordres donnés aux états membres qui ne contrôlent quasiment plus rien de leur politique intérieure.

L'UE n'a jamais été une union des peuples; d'ailleurs les français l'avaient bien compris en disant NON au référendum

d'entrée dans ce système qui nous a été imposé ensuite par nos « représentants », démontrant de façon évidente que nous ne sommes pas en démocratie.

Cette UE, inféodée elle même aux intérêts américains, montre de plus en plus son vrai visage de dictature des états européens comme le prouve son projet de modification des traités:

La commission des Affaires constitutionnelles (AFCO) au parlement européen a voté un projet de réforme des Traités européens qui transformerait officiellement l'UE en un État, effaçant les états qui la constituaient :

- _la commission européenne serait transformée en un gouvernement de l'UE.
- _les droits de véto nationaux seraient supprimés.
- _L'environnement deviendrait désormais une compétence « exclusive » de l'UE.
- _La santé et l'éducation deviendraient des compétences nouvelles de l'UE.
- _L'UE prendrait officiellement le pouvoir sur la défense, la politique étrangère et les frontières! Nous irions vers une « armée européenne ».

Tout cela sans élection, sans avoir demandé leur avis aux peuples !

_Et encore derrière , encore mieux cachée, il y a la dictature des puissances d'argent : ce sont les lobbys qui déterminent les décisions de l'UE, ce sont ces puissances qui gèrent les élections des états en payant les campagnes des candidats qu'elles ont choisi et en assurant leur promotion dans les médias qu'elles possèdent, ce sont même des officines privées qui dictent à ces élus la politique à suivre (affaire Mac Kinsey par exemple).

On peut penser que chacune suit ses propres intérêts; mais il est de plus en plus visible que tout cela est coordonné par des institutions mondiales, en particulier le forum économique mondial. Son président, Klaus Schwab, a écrit un livre explicitant le programme où ils veulent nous amener : une dictature numérique où nous serions contrôlés comme de véritables esclaves grâce à la numérisation de la monnaie et à l'intelligence artificielle.

Nos dirigeants politiques depuis 1970 ne sont plus au service du peuple mais au service de puissances étrangères, et le peuple n'a aucune possibilité dans la constitution actuelle pour modifier cette orientation. On peut dire que nous sommes sous occupation étrangère : cette fois l'occupant n'est pas un autre état mais une espèce de pieuvre tentaculaire qui s'imisce partout.

Comment en est-on arrivé à ce que quelques individus privés possèdent de telles fortunes qu'ils soient devenus en se regroupant plus puissants que les états?

Pourquoi devons nous payer de plus en plus de taxes et d'impôts pour de moins en moins de services publics?

Pourquoi sommes nous devenus esclaves de l'argent alors que l'argent a été créé à l'origine pour faciliter les échanges?

Pourquoi des états peuvent-ils se retrouver avec des dettes monstrueuses envers des individus privés?

Répondre à ces questions implique de comprendre comment fonctionne notre système monétaire, pas seulement dans l'usage quotidien, mais depuis le moment où l'argent est créé jusqu'au moment où il est détruit. Le fonctionnement de la finance est devenu tellement complexe qu'il est difficile à comprendre, même pour les économistes, mais nous nous intéresserons aux principes de base, beaucoup plus simples mais souvent ignorés, qui soutiennent et expliquent toute la construction.

L'escroquerie du système monétaire actuel

Il nous semble évident qu'il faut des banquiers pour nous fournir l'argent dont nous avons besoin, que cet argent correspond certainement à de l'or qu'ils ont en réserve ou à de l'argent déposé par les clients, donc qu'il est normal qu'ils nous le prêtent et que nous le remboursions avec des intérêts pour payer leur travail et le risque qu'ils prennent si nous faisons défaut. Il nous semble également évident que tout l'argent d'un pays est créé par sa banque centrale contrôlée par l'état.

Et bien non! Les banques centrales de la plupart des états sont des banques privées indépendantes, telles la Réserve Fédérale aux USA ou la BCE en Europe. Elles n'ont aucune limite pour créer tout l'argent qu'elles veulent, cet argent n'est ni adossé à l'or, ni à aucune richesse réelle, il ne leur coûte que le prix d'impression des billets ou le temps passé à l'écrire sur un ordinateur, et elles le prêtent ou donnent surtout aux autres banques. La BCE par exemple a été interdite par les traités de prêter ou donner de l'argent aux états. Elle le prête ou donne aux banques qui prêtent ensuite aux états avec des intérêts variables en fonction de la confiance que leur font les financiers : plus un état est fragile, plus les intérêts sont élevés, ce qui aggrave sa situation, c'est ainsi que la Grèce a été obligée de vendre son patrimoine pour payer les intérêts de

ses emprunts. La Grèce n'est pas un cas exceptionnel, nous serons tous confrontés un jour ou l'autre au même dilemme.

Mais il n'y a pas que la Banque Centrale qui peut créer de l'argent, curieusement c'est même elle qui en crée le moins. Toutes les banques ordinaires peuvent en créer aussi par le système des « réserves fractionnaires » et elles ne sont limitées que par la quantité de monnaie de Banque Centrale qu'elles possèdent (entre 8 et 1 pour cent) et les dépôts de leurs déposants.

Explication : lorsque vous faites un emprunt pour acheter par exemple une maison, le banquier crée de toutes pièces, « ex nihilo » la somme qu'il écrit sur votre compte.

Pour que l'escroquerie ne se voit pas, car c'est bien une escroquerie, il tient un livre de comptes avec 2 colonnes, les actifs et les passifs:

dans le passif il y a l'argent qu'il a écrit, qu'il ne vous a pas vraiment donné, donc qu'il vous doit.

Dans les actifs, il y a votre promesse de remboursement avec les intérêts (cet actif peut d'ailleurs être mis ensuite en vente sur les marchés boursiers et ne plus lui appartenir).

Au fur et à mesure que vous remboursez, il détruit cet argent dans ses actifs, mais il diminue aussi l'argent qu'il vous doit et quand vous avez tout remboursé, il a complètement détruit tout l'argent que vous lui avez donné en ne gardant que les

intérêts.

Cela vous paraît honnête?

Réfléchissez: où est l'arnaque?

L'arnaque est que vous avez réellement payé votre maison avec votre travail, vous avez tenu votre promesse, mais lui ne vous a jamais rien donné pour honorer sa promesse de départ. Il n'avait pas le droit de diminuer son passif au fur et à mesure que vous remboursiez. Son seul travail a été la tenue de vos comptes, c'est uniquement cela que vous lui devez en réalité ; il n'aurait donc sûrement pas le droit de s'accaparer votre maison si vous avez du mal à rembourser et c'est pourtant ce qu'il fera. Votre vraie dette était envers le vendeur et la société car vous avez mis en circulation sans le savoir de la fausse monnaie.

Comment en est-on arrivé là? Comment l'état peut-il laisser faire cela?

Les conséquences en sont dramatiques : l'intégralité de l'argent en circulation dans la société étant créé de cette façon, tout l'argent que nous manipulons apparaît de façon comptable comme une dette envers les banquiers alors que l'argent qui correspond à notre travail est détruit quand nous remboursons.

Notre dette abyssale est supérieure à notre PIB, soit au moins

3 fois supérieure à la masse monétaire en circulation puisque le PIB compte plusieurs fois la même monnaie.

Mais cette dette n'est en grande partie qu'un jeu d'écriture puisqu'on ne voit circuler que la monnaie empruntée aux banquiers alors que la vraie monnaie, celle du banquier que nous rendons vraie en lui faisant correspondre des richesses réelles dans nos échanges économiques, disparaît dans les écritures.

C'est au niveau des comptes nationaux écrits que tout a été inversé. Et c'est au nom de cette dette fictive que nous devons vendre nos services publics, nos industries, notre patrimoine.

Pire encore: l'argent correspondant aux intérêts n'ayant pas été créé, nous devons emprunter à nouveau pour payer les intérêts. Donc pour que le système continue de fonctionner en apparence, il est nécessaire que nous soyons en croissance permanente. Voilà pourquoi nos politiques attachent tellement d'importance à la croissance.

Pour résumer, les banquiers ne se contentent pas de nous taxer pour leurs différents services et en prenant des intérêts sur les prêts.

L'escroquerie est beaucoup plus énorme : l'état nous fait acheter aux banquiers une monnaie qui ne coûte presque rien à produire, plus cher que la valeur qui est écrite. Et de plus cette monnaie ne nous appartient pas puisqu'ils ne font que la

prêter, alors que l'état aurait pu la produire lui même quasiment gratuitement et la donner à ceux qui produisent.

Cette escroquerie est totalement invisible lorsqu'on ne voit pas ce qui se passe dans les banques, mais même la plupart de ceux qui travaillent dans les banques ne s'en rendent pas compte : ils ont besoin d'équilibrer des actifs et des passifs, obéissent à des règles envers les banques centrales, et peuvent faire faillite si elles ne sont pas respectées ou si vous ne remboursez pas les emprunts. Cependant tous ces calculs sont virtuels et ne tiennent que sur des promesses. Elles ne sont pas tenues par les banquiers mais doivent être tenues par les emprunteurs. Si ceux ci ne remboursent pas, les banquiers peuvent faire faillite (également s'ils ont mal joué en bourse).

Si cela vous paraît abstrait, faites en petits groupes le jeu « échanges et monnaies » décrit en annexe qui nécessite de faire des échanges et est joué plusieurs fois dans différents systèmes monétaires. Ou alors, jouez au Monopoly avec les règles de notre système monétaire actuel : au début du jeu, le banquier ne donne pas d'argent aux joueurs mais leur prête avec intérêts ; à chaque fois qu'un joueur passe par la case départ, il doit payer les intérêts s'il ne rembourse pas, et rendre le total du capital prêté à la fin.

Vous verrez alors quel est le gagnant systématique.

La majorité de la monnaie créée par les banques centrales est donnée aux banques ordinaires qui s'en servent pour spéculer, c'est à dire jouer avec la loi de l'offre et la demande pour faire monter artificiellement les prix des actifs sans avoir apporté de réelle plus-value. La bourse n'est qu'un système pour engranger d'énormes sommes de fausse monnaie sans rien produire : 95% de la monnaie créée sert à la spéculation contre 5% pour toute l'économie mondiale, ce qui veut dire que nous manquons cruellement d'argent pour nos échanges réels alors qu'une masse colossale d'argent navigue au dessus de nos têtes pour acheter tout ce qu'ils veulent. Et avec toute cette fausse monnaie qui coule à flot en étant complètement déconnectée de l'économie réelle, ils se permettent d'acheter toutes les richesses économiques réelles, nos industries, nos médias, ainsi que de corrompre à peu près toute la classe politique et par voie de conséquences tout le fonctionnement de l'état.

En résumé, dans ce système :

_Tout l'argent en circulation est censé leur appartenir, autrement dit l'argent que nous gagnons en travaillant ne nous appartient pas car celui que nous donne l'employeur a forcément été emprunté par quelqu'un.

_Si nous ne remboursons pas nos fausses dettes, nous devons leur donner nos richesses réelles, indûment : nos terres, nos

industries, tout notre travail et même nos maisons et notre personne (les preuves en sont bien cachées mais il semblerait que les certificats de naissance, en France et aux USA, soient considérés comme des actifs bancaires permettant à l'état républicain, qui n'est qu'une société commerciale, d'emprunter pour une somme calculée comme étant ce que nous pouvons produire dans notre vie. Nous sommes gagés dès la naissance).

Et il est impossible de rembourser puisqu'une dette équivalente au PIB est très supérieure à la masse monétaire en circulation. Si nous essayons de le faire, nous nous appauvrissons inutilement.

_Avec la fausse monnaie créée pour la Bourse, ils se permettent d'acheter nos industries, nos services publics, nos politiques, corrompant ainsi toutes nos institutions. Ils jouent avec la valeur qu'ils donnent artificiellement à notre monnaie, pouvant la dévaluer à leur guise et provoquer des inflations brutales.

_Ils possèdent tous les principaux médias d'information , ce qui leur permet, en cachant des informations importantes, en mentant au besoin, de manipuler l'opinion publique en donnant une fausse vision de ce qui se joue dans le monde.
Ils peuvent aussi fausser les élections en mettant en valeur les

candidats pré choisis tout en minorant les autres, brisant ainsi toute notion de démocratie.

_Avec tout le pouvoir sur nos destinées que nous leur donnons, ils cachent au public des avancées technologiques essentielles et les utilisent à leur profit.

_Ce sont eux qui décident de nos projets civilisationnels puisqu'aucune industrie ne peut se créer, aucun projet ne peut aboutir sans un emprunt préalable , et ils choisissent ceux qui leur permettent de mieux en mieux nous contrôler : ils financent les guerres, les fausses révolutions, tout ce qui permet de nous affaiblir et de nous diviser. Ils orientent le « progrès » vers des choix qui semblent nous arranger au départ mais qui ont toujours un envers destructeur soit de notre biologie, soit de notre environnement, soit de notre identité. Leur but est de remplacer tout ce qui est naturel et gratuit par de l'artificiel payant qui leur rapporte et nous asservit.

Les grands banquiers et leurs alliés se sont organisés en secte dissimulée dans les derniers degrés de la Franc-maçonnerie et dirigent de fait la gestion de tout cet argent à travers la Banque des Règlements Internationaux. Ils ont acquis un énorme pouvoir sur presque tous les états du monde au point d' envisager être à la tête d'un gouvernement mondial. Tout le gratin de la finance et de la politique se réunit régulièrement à

Davos lors du forum économique mondial pour décider d'un programme commun que le président Klaus Schwab a publié dans un livre :

_Disparition de l'argent liquide, tout sera numérisé sous leur contrôle: ils sauront ainsi tout ce que nous faisons et nous tiendrons à leur merci : restrictions d'usage pour nous empêcher de nous déplacer par exemple, blocage du compte si nous n'obéissons pas comme cela s'est déjà fait au Canada et vient de se faire en Angleterre contre Nigel Farage.

_Numérisation de tout ce qui nous concerne, tous nos documents administratifs et même notre identité biologique seront rassemblés en un seul fichier.

_La gestion de tous ces fichiers sera faite par une intelligence artificielle. Ils pourront ainsi avoir le contrôle sur toute la population mondiale (qu'ils essayent aussi de réduire car avec l'apparition des robots, ils auront de moins en moins besoin de main d'œuvre)

Toute cette gestion numérique pourrait apparaître comme un progrès si elle était faite dans l'intérêt des peuples. Mais ceux qui la dirigent se sont organisés en secte poursuivant une lutte idéologique contre les valeurs chrétiennes, en inversant le bien et le mal. La numérisation à venir de la monnaie leur donnera

un pouvoir encore plus grand car ils pourront contrôler tous nos échanges et faire de nous de véritables esclaves.

Pour comprendre comment ce système absurde qui donne tout pouvoir aux banquiers sur les états a pu se mettre en place, il convient de faire un peu d'histoire et de remonter plusieurs siècles en arrière, au temps où la monnaie était de l'OR.

Histoire de la création monétaire

On trouve pléthore d'ouvrages sur l'histoire de la monnaie, ses différentes formes, son évolution, mais curieusement très peu sur le fonctionnement des systèmes monétaires, en particulier comment et par qui est créée la monnaie.

La plus ancienne forme de monnaie que nous connaissons ne consiste pas en des pièces de métal mais en une écriture sur des blocs d'argile datant de l'époque des sumériens. La monnaie métallique n'est apparue que plus tard, sous différentes formes et dans différents types d'organisation sociale.

L'Histoire nous montre qu'il y a eu des ères de prospérité quand des souverains ayant des valeurs démocratiques (c'est à dire souhaitant le bonheur de leur peuple) contrôlaient la création monétaire et interdisaient l'usure. Mais dès qu'ils perdaient un de ces 2 pouvoirs, l'état courrait irrémédiablement à sa perte.

L'usure a détruit l'empire romain

Rome fut fondé en 753 av.J.C. par Romulus et Remus.

La première monnaie utilisée était le bétail, il s'agissait alors de

troc.

De -753 à -267 av.J.C., la valeur des échanges était mesurée par le poids de blocs de cuivre ou de bronze estampillés par le gouvernement puis par des pièces de bronze. Les dirigeants étaient honnêtes, les moyens d'échange étaient régulés en fonction du commerce et de la population, ce fut une période de prospérité et d'expansion.

En -267 av.J.C., le système monétaire traditionnel fut détruit quand l'élite patricienne obtint le privilège de frapper des pièces d'argent. Comme il y avait peu d'argent dans la péninsule ils furent obligés de se militariser pour conquérir de nouveaux territoires. Les paysans qui faisaient vivre la cité furent enrôlés dans l'armée et remplacés par des esclaves, le blé dut être importé, la société se scinda entre riches possédants et pauvres travailleurs maltraités et méprisés, la violence devint endémique, la politique un jeu d'intrigues, les troubles culminèrent dans la révolte dirigée par Spartacus entre -73 et -71 av.J.C. Le fait qu'un petit groupe social ait pris le contrôle de la création monétaire a permis à ce groupe de prendre le pouvoir sur le reste de la société en se dispensant de travail et de toute moralité. C'est dans ces moments de dérégulation que l'on a vu apparaître des juifs, s'enrichissant sur le dos des autres grâce à l'usure et s'incrutant dans la société tout en ne s'y intégrant pas. Ce comportement provoquait leur rejet périodique : Tibère en expulsa 4000 qui revinrent aussitôt.

Après avoir conquis la Gaule et vaincu Pompée en 48 av.J./C.,

Jules César devint le dirigeant incontesté de la république romaine. A son retour en Italie, en 45 av.J.C, il trouva les rues des villes remplies de sans-abris expulsés de leur logement par les monopolisateurs et les usuriers (qui pouvaient pratiquer des taux d'intérêt jusqu'à 48%). Il prit le parti du peuple et imposa des réformes monétaires lui permettant de reprendre le contrôle de la création monétaire, de limiter l'usure, d'abolir l'esclavage comme moyen de payer ses dettes. Ces mesures redressèrent le pays mais irritèrent les aristocrates et les ploutocrates qui conspirèrent pour l'assassiner en plein sénat 4 ans plus tard.

Après sa mort, les romains adoptèrent l'« étalon or » qui aggrava encore la situation : sa rareté, et le fait qu'ils en consommaient beaucoup pour les importations obligeaient à des guerres lointaines pour en trouver et induisait fréquemment des périodes de déflation.

Lorsque le christianisme fut établi comme religion officielle par l'empereur Théodose en 380 apr.J.C., le pouvoir monétaire fut placé sous l'autorité religieuse. L'empereur Constantin imposa une taxe de 1/10ème de tout revenu pour l'Église Chrétienne qui permit à celle-ci de détenir plus d'un tiers de toutes les terres et de la richesse combinée. Au lieu de s'en servir pour des œuvres charitables, elle les thésaurisa dans les souterrains du Vatican.

Dans ses dernières années, l'empire romain était devenu un organisme parasite, il n'y avait plus de production industrielle, presque toute la nourriture devait être importée,

l'usure était florissante, les richesses qui n'étaient pas détenues par l'église l'étaient par 2000 familles romaines. La ruine économique précéda la chute politique. (toute ressemblance avec la situation actuelle n'est pas fortuite).

La conquête de l'Angleterre par les usuriers juifs

Le roi Offa qui régna de 757 à 791 apr.J.C. était un administrateur avisé qui battit monnaie avec de l'argent car l'or était rare, et interdisait l'usure, comme c'était le cas à l'époque païenne. Les lois contre l'usure furent renforcées par son successeur Edouard le Confesseur (1042-1066) promettant le bannissement à vie des usuriers.

Les juifs arrivèrent en Angleterre en 1066 avec Guillaume le conquérant (venu de Rouen) qu'ils avaient financé. Ils en furent récompensés en étant autorisés à pratiquer l'usure sous protection royale.

Les conséquences pour le peuple anglais furent désastreuses. Avec des taux d'usure de 33 % par an sur les terres hypothéquées et de 300 % par an sur les biens commerciaux et l'immobilier, au bout de 2 générations, un quart des terres anglaises étaient aux mains des usuriers juifs. Le gouvernement fit tout ce qu'il pouvait pour les inciter à faire un commerce honnête et à s'assimiler au reste de la population mais rien n'y fit.

Le roi Jean (1199-1216), complètement sous la coupe des juifs,

fonctionnait de la même façon et rachetait la dette des nobles en difficulté pour s'accaparer leur terres.

En 1215 les nobles se révoltèrent et l'obligèrent à signer une charte abolissant l'usure des juifs. Son fils qui lui succéda (1219-1272) assouplit les peines mais son successeur Edouard 1^{er} (1272-1307), sentant le danger de perdre son trône, abolit toute forme d'usure et, en 1290, émis un décret obligeant toute la population juive (16511 habitants) à quitter l'Angleterre.

De 1290 à 1485 les bâtons de comptage furent un moyen sécurisé de conserver la valeur des échanges. Avec un taux d'imposition modéré, aucune dette publique, et aucun intérêt à payer, l'Angleterre connut une période incomparable de croissance et de prospérité. Le paysan moyen gagnait bien sa vie en ne travaillant que 14 semaines par an et profitant de 160 à 190 jours de congé. Des milliers de fermiers étaient les propriétaires légaux de leurs terres et avaient des droits sur les pâturages et les forêts. Pendant leur temps libre, beaucoup d'artisans exerçaient leurs talents à construire les cathédrales. Le roi Henri VIII (1509-1547) assouplit les lois concernant l'usure en 1509 mais son fils Edouard VI (1547-1553) les rétablit.

Cet âge d'or cessa au 17eme siècle. Un grand nombre de juifs qui avaient été expulsés d'Espagne en 1492 par Isabelle Iere de Castille et Ferdinand II d' Aragon à cause de leur pratique répétée de l'usure et de pratiques commerciales déloyales,

avaient trouvé refuge en Hollande et désiraient retourner en Angleterre.

Sous le règne d'Elisabeth Ière (1558-1603), un petit nombre qui s'était converti à une forme hypocrite de christianisme, s'était déjà installé à Londres en exerçant la profession d'orfèvre. Au début simples dépositaires de l'or de leurs clients qu'ils gardaient en lieu sûr, ils donnaient en échange un certificat de dépôt qui permettait de récupérer l'or moyennant un droit de garde. Puis ce furent les certificats de dépôt, plus faciles à transporter que l'or, qui servirent de monnaie d'échange. Voyant qu'une grande partie de leurs clients ne venait jamais rechercher leur or, les orfèvres eurent l'idée d'émettre des billets identiques aux certificats de dépôt mais qui étaient cette fois des reconnaissances de dette : ils venaient de se donner le pouvoir de créer de la monnaie au prix d'une duperie dans la confiance qu'on leur faisait, car, si tout le monde venait réclamer son or à la fois, ce qui arrivait quand il y avait crise de confiance, ils ne pouvaient satisfaire tout le monde et faisaient faillite . Il faut comprendre que lorsqu'ils prêtent de la fausse monnaie, ils ne gagnent pas seulement l'argent des intérêts, ils augmentent en plus leur réserve d'or puisque dans l'argent remboursé, une grande partie ne sera pas fausse. Ainsi, contrairement aux rois qui distribuaient réellement leur or et n'en récupéraient qu'une partie avec les impôts (donc en perdaient régulièrement), les banquiers qui prétendaient prêter de l'or qu'ils ne distribuaient jamais tout en en récupérant plus, voyaient leur

réserve d'or augmenter régulièrement. Ils conservaient donc les dépôts d'or mais émettaient des prêts pour 10 fois le montant conservé avec des intérêts variables, de 8 à 30 %, pouvant atteindre 70 à 80 % pour les pauvres.

Sous le règne du roi Stuart Charles I (1625-1649), l'apparition du calvinisme qui s'opposait à la religion anglicane du roi finit par provoquer une guerre civile entre les Royalistes et les Têtes Rondes puritaines, dirigées par Olivier Cromwell et financées par les usuriers juifs hollandais. Celui-ci promit de réintégrer les juifs en échange d'un soutien financier à la mort du roi Charles I, pour le moment maintenu prisonnier. Pour ne pas l'assassiner directement, ils lui permirent de s'échapper à l'île de Wight et l'arrêtèrent. Bien que la majorité de la chambre des communes s'opposasse à son exécution, Cromwell élimina les opposants et la fit voter. Le roi Charles fut exécuté le 29 janvier 1649. C'est lors de cette exécution que le peuple chanta « God Save the King ».

Malgré l'opposition des prêtres, des hommes de loi, et des marchands, Cromwell fit rentrer clandestinement les premiers juifs.

Il mourut en 1658. Son fils Richard lui succéda pendant 9 mois et Charles II (1660-1685) réinvestit le trône de son père assassiné. Il fut le dernier roi à battre monnaie mais commisit 2 erreurs, en autorisant l'exportation d'or et d'argent vers l'étranger, et en permettant en 1666 à des banquiers privés de frapper les pièces du Royaume à leur profit.

Son frère James II qui lui succéda 3 ans fut victime de

pamphlets et d'une propagande sans scrupules qui émanait de Hollande puis vaincu par une expédition du prince Guillaume d'Orange à cause de la trahison de John Churchill corrompu par les juifs.

En échange de leur soutien, Guillaume III (1689-1702) abandonna la prérogative royale de battre la monnaie à une compagnie juive. Il s'ensuivit l'inauguration de la dette nationale et l'établissement 6 ans plus tard de la « Banque d'Angleterre », banque privée pouvant créer la monnaie à partir de rien en facturant les intérêts. C'est à partir de là que furent créés tout un panel de taxes et d'impôts pour payer les intérêts.

En 1696, dans les 2 ans qui suivirent son établissement, la Banque d'Angleterre avait mis en circulation pour 1 750 000 livres avec une réserve d'or de seulement 2 % correspondant à une valeur de 36 000 Livres. En 1707, l'union entre l'Écosse et l'Angleterre fut établie, motivée par la nécessité de s'emparer du contrôle de la Royal Mint à Edimbourg.

Grâce à l'usure qui leur permettait de créer de l'argent à partir de l'argent, les usuriers juifs ont réussi à s'enrichir suffisamment pour corrompre les souverains et les obliger à leur donner les clés de la banque centrale. A partir du moment où ils ont eu la possibilité de créer tout l'argent du pays (à partir de rien), ils sont devenus les véritables souverains du pays et leur pouvoir de nuisance a été multiplié de façon quasiment infinie.

C'est de cette Banque d'Angleterre qu'ont pu essaimer une multitude de banques construites sur le même modèle en Amérique et dans beaucoup d'états du monde, s'imposant au prix de guerres destructrices et de meurtres des opposants.

La conquête de la France par l'idéologie juive

La culture païenne des gaulois, de religion odinique, allait de pair avec de hautes valeurs morales et un mépris de l'or en tant que monnaie.

Cette culture perdura sous les mérovingiens.

Mais la présence des musulmans au sud avec leur dinar d'or comme monnaie éveilla la cupidité des maires du palais qui organisèrent un trafic d'esclaves gaulois en échange de dinars. Ils allèrent jusqu'à assassiner les rois qui s'y opposaient (Sigbert III, Childéric II, Dagobert II).

Charles Martel s'allia aux musulmans pour combattre les fidèles aux mérovingiens, comme le duc d'Eudes. Il finit par prendre possession de toute la Gaule sauf l'Aude et installer les Carolingiens.

Charlemagne (772-782), de son vrai nom romain Carolus Magnus, apportant un christianisme batardisé par l'idéologie judéo-romaine, persécuta les Gaulois qui ne voulaient pas se convertir (4500 têtes coupées en une nuit à Verdun) tout en continuant le trafic d'esclaves avec les islamistes.

Les gaulois persécutés qui s'étaient enfuis dans les pays nordiques revinrent conquérir toute la partie ouest de la

Gaule avec les Vikings (en 825) et chassèrent les Carolingiens. Ils installèrent les Capétiens dans un compromis odino-chrétien qui permit aux templiers de construire des cathédrales mixtes.

En les tuant, Philippe le Bel rompit l'équilibre, ce qui causa la guerre de 100 ans jusqu'à ce que la walkyrie Gauloise Jeanne d'Arc revienne mettre sur le trône les Valois plus proches des valeurs odiniques. (*Pour toute cette période, voir pour plus de détails Oleg de Normandie*).

Pour ce qui nous intéresse, il est frappant de constater que quand l'idéologie odinique prédominait, le système monétaire était sain (Saint Louis en particulier avait à cœur de donner à son peuple une monnaie saine sans usure) tandis que les souverains de religions catholique romaines, judéo-chrétienne et islamique étaient attirés par une monnaie or et autorisaient l'usure et l'esclavage,

La religion odino-chrétienne des rois de France capétiens permit de protéger pendant des siècles le peuple paysan et il y eut aussi en France pendant le Moyen Age une période faste pour le peuple paysan qui jouissait d'une grande autonomie et d'un niveau de vie satisfaisant.

La situation se dégrada à cause des inconvénients de la monnaie Or : distribuant réellement leur or sous forme de pièces et n'en récupérant pas suffisamment par les impôts, il arriva un moment où les rois furent obligés d'emprunter. Se refusant d'emprunter aux banquiers et de verser des intérêts, ils empruntaient aux riches du pays en échange de rentes.

C'est une autre forme d'usure, au profit des riches cette fois. En conséquence de la loi logique montrant que celui qui crée la monnaie d'un pays dirige en fait ce pays, ce furent les riches du pays, essentiellement les bourgeois, commerçants, négociants, qui devinrent de fait plus puissants que le roi. Cet argent a tout corrompu, a permis aux bourgeois d'endetter l'état, de racheter les terres des nobles, d'endetter les paysans en spéculant sur le prix du blé et s'appropriant leurs communaux, piliers de leur démocratie, (cf l'historienne Marion Sigaut sur cette période). Ils ont profité des dettes pour instaurer le « libre échange » qui, en faisant augmenter le prix du pain, a créé des émeutes qui ont déstabilisé le régime. Si bien qu'ils ont pu ensuite prendre le pouvoir sur la royauté en 1789 avec l'aide des Francs maçons dirigés par Philippe d'Orléans. La terreur qui s'en est suivie, avec des massacres gratuits, le génocide des vendéens, était portée par une idéologie anti-valeurs christo-odiniques pour imposer des valeurs diamétralement opposées. La « laïcité » promue par la « République » a surtout été l'occasion de se libérer des préceptes moraux de l'Église Catholique d'une part, mais surtout des anciennes religions païennes encore très vivantes dans les provinces. (*Voir Oleg de Normandie pour comprendre ce côté caché de notre histoire*). Maintenant plus rien n'empêchait les nouveaux souverains d'agir sans aucune moralité. La première loi de la nouvelle « république » fut de légaliser l'usure en laissant la création monétaire à des banquiers privés . Napoléon créa en 1800 une « Banque de

France » au titre trompeur car dirigée par des banquiers privés. Elle fut nationalisée en 1946 par De Gaulle, ce qui a été à l'origine des « 30 glorieuses » qui permirent à la France de se redresser économiquement sans s'endetter. Mais, au départ de De Gaulle, Pompidou et Giscard, à la solde des Rothschild, cessèrent de l'utiliser pour financer l'état et commencèrent à emprunter « sur le marché financier ».

En 1999, avec l'Euro, la Banque de France fut mise sous la coupe de la Banque Centrale Européenne, banque privée et s'interdisant de financer les états, avec le résultat actuel d'une dette abyssale supérieure au PIB.

La conquête de l'Amérique par la Banque d'Angleterre

Au début de la colonisation de l'Amérique, les 13 colonies américaines de la «nouvelle Angleterre» vivaient dans la prospérité car elles avaient créé leur propre monnaie gérée démocratiquement. Les banquiers juifs anglais, mis au courant, firent adopter par le Parlement anglais une loi défendant aux colonies de se servir de leur monnaie script et leur ordonnant de se servir uniquement de la monnaie-dette d'or et d'argent des banquiers qui était fournie en quantité insuffisante. La circulation monétaire dans les colonies se trouva ainsi diminuée de moitié.

« En un an, les conditions changèrent tellement que l'ère de prospérité se termina, et une dépression s'installa, à tel point

que les rues des colonies étaient remplies de chômeurs.»(description de Benjamin Franklin)

Ce fut la vraie cause de la guerre d'indépendance (1775-1783). Les Pères Fondateurs des États-Unis, ayant tous ces faits en mémoire, et pour se protéger de l'exploitation des banquiers internationaux, prirent bien soin de stipuler clairement dans la Constitution américaine signée à Philadelphie en 1787, dans l'article 1, section 8, paragraphe 5: **«C'est au Congrès qu'appartiendra le droit de frapper l'argent et d'en régler la valeur.»**

Mais les banquiers londoniens ne désarmèrent pas. Leur émissaire, Alexander Hamilton, secrétaire du trésor dans le gouvernement de Georges Washington, réussit à faire créer une «banque des États Unis» privée avec une charte de 20 ans. Les résultats furent tellement catastrophiques que la charte ne fut pas reconduite.

A partir de 1812, c'est Nathan Mayer Rothschild, un des 5 fils de Mayer Amschel Bauer, qui prend possession de la Banque d'Angleterre avec le soutien du roi Guillaume d'Orange à qui il avait pu prêter d'énormes sommes pour sa guerre contre Napoléon.

Nathan Rothschild usa de son influence pour déclencher la guerre de l'Angleterre contre les États Unis qui fit des milliers

de morts et les appauvrit au point qu'ils durent demander une aide financière en échange du renouvellement de la charte.

Ne pouvant pas établir de succursales en Amérique, car la Banque d'Angleterre y était mal vue, Nathan Rothschild finança des banques américaines, en particulier J.P.Morgan, qui étaient de fait sous ses ordres.

Toute l'histoire des États Unis peut se résumer en une lutte des banquiers contre ceux qui s'y opposent pour maintenir leur pouvoir de création monétaire. Ce pouvoir leur assure un contrôle total de l'économie du pays et donc de sa politique. Tous ceux dans le pays qui ont quelque chose à vendre, leur travail, leur production, ne peuvent le faire que pour ceux qui ont de l'argent. Et ceux qui ont beaucoup d'argent sont ceux qui l'ont emprunté aux banquiers. Ces personnes deviennent alors des capitalistes qui possèdent les entreprises et quasiment aussi l'ouvrier. Celui-ci doit travailler dur car il faut non seulement assurer de bons revenus au patron propriétaire mais aussi assurer le remboursement des emprunts.

C'est uniquement à cause de ce système monétaire que les considérations financières et leur idéologie ont pu passer avant la considération de l'humain. Le capitalisme peut être considéré comme la forme moderne de l'esclavage.

Plus exactement, c'est l'idéologie esclavagiste de ceux ayant le pouvoir réel qui s'est traduite par un système monétaire esclavagiste permettant le capitalisme. Ne peuvent devenir

capitalistes que ceux acceptés par les banquiers et les banquiers ne choisissent que ceux entrant dans leurs valeurs. Ceux-ci deviennent leurs obligés. Il est alors facile pour les grands banquiers de faire évoluer l'économie du pays dans le sens qu'ils souhaitent. Il n'y avait plus de roi avec une autorité indépendante pour les remettre au pas (en ne payant pas les dettes ou en les emprisonnant). Il n'y avait plus de religion officielle pour les obliger à une certaine moralité. Les présidents avaient besoin des banquiers pour assurer leur fortune et les énormes frais des campagnes électorales. Donc les banquiers ont pu choisir la majorité des présidents et acheter des élus. L'opinion publique fut manipulée par des médias achetés eux aussi, et par des « experts » venant d'universités financées par les banquiers. Petit à petit, la majorité de l'administration américaine a été constituée de banquiers.

Quelques présidents ont cependant eu le courage de vouloir s'opposer à eux:

_Ceux qui se sont opposés au renouvellement de la charte ont fait l'objet de tentatives d'assassinat: Jackson y échappa car l'arme s'est enrayée, Zachary Taylor est mort empoisonné à l'arsenic (juillet 1850), James Buchanan, après avoir voulu encadrer les banques, a résisté à un empoisonnement à l'arsenic.

_Pour financer la guerre de sécession, Lincoln émit une monnaie gouvernementale, le billet vert et avait promis de s'attaquer aux banquiers une fois la guerre finie : « *J'ai deux grands ennemis: l'armée du Sud en face et les banquiers en arrière. Et des deux, ce sont les banquiers qui sont mes pires ennemis.* » Il fut assassiné 5 jours plus tard (avril 1865), le billet vert disparu, une formidable restriction du crédit s'ensuivit (créée par l'augmentation des taux d'intérêt). L'argent en circulation dans le pays, qui était de 1907 millions de dollars en 1866, soit 50,46 \$ pour chaque Américain, tomba à 605 millions de dollars en 1876, soit 14,60 \$ par Américain. Résultat: en dix ans, 54 446 faillites, pertes de 2 milliards de dollars. Cela ne suffisant pas, on alla jusqu'à réduire la circulation d'argent à 6,67 \$ par tête en 1867!
Et le président suivant réemprunta chez Rothschild.

_James A. Garfield fut élu ensuite sur le programme de reprendre un contrôle gouvernemental de la monnaie: « *celui qui contrôle la monnaie d'une nation contrôle la nation* ». Il fut abattu six mois plus tard (septembre 1881)

_Il y eut encore Mac Kinley, élu en 1896, qui assainit le budget de l'état en ne recourant pas à l'emprunt et parlait de mettre le dollar sous contrôle d'état quand il fut assassiné en 1901.

_Après la panique monétaire de 1907, le peuple américain réclamait que le système monétaire de la nation soit stabilisé.

Le président Roosevelt créa la Commission Monétaire Nationale pour étudier le problème mais le sénateur Aldrich qui la présidait dépensa l'argent alloué en voyages d'étude en Europe sans rien produire.

Par contre, il réunit dans le plus grand secret 5 représentants des 3 plus grosses banques (2 dominées par JP Morgan, la troisième Khun,Loeb & Co représentée par Paul Warburg) à Jekyll Island, une île de Géorgie achetée par des millionnaires et réservée à des millionnaires. En 9 jours, ils mirent au point un projet qui fut présenté ensuite comme celui de la commission.

Après s'être débarrassés des riches capitalistes qui s'y opposaient dans le naufrage du Titanic, après avoir dépensé une fortune (5 millions de dollars) pour en faire faire la propagande par les professeurs de leurs universités, ils réussirent à faire voter en 1913, juste avant Noël,, la « loi sur la Réserve Fédérale » au titre trompeur car ce n'était pas une réserve et c'était un établissement privé et non fédéral. Il avait une apparence collégiale : un conseil des gouverneurs nommés par le président et rendant des comptes au congrès. Mais ce conseil était contrôlé par un « comité consultatif fédéral » dont les membres étaient choisis par les directeurs des 12 banques partenaires et restaient inconnus du public et du contrôle parlementaire. Les actions des 12 banques régionales furent rachetées par des banques nationales et ce furent celles contrôlées par Rockefeller, khun-Loeb et Morgan qui en prirent la majorité et contrôlèrent de fait tout le

système. Cette loi donnait (et donne encore) à ces 3 banques le pouvoir exorbitant et inconstitutionnel

- _de battre la monnaie à la place de l'état,
- _de fixer les taux d'intérêt,
- _de fixer la masse monétaire
- _de fixer le cours de la devise
- _de faire en sorte que l'argent soit rare ou abondant
- _de prêter à l'état ensuite à l'intérêt de leur choix

et de rendre ainsi l'état prisonnier d'une dette inextinguible.

(Encore aujourd'hui ce sujet est tabou: lire à ce propos le livre d'Eustace Mullins « les secrets de la réserve fédérale » d'où est majoritairement tiré ce résumé. Il a mis 40ans à réunir les documents prouvant cette conspiration et la traduction française n'est parue qu'en 2010 aux éditions « le retour aux sources »).

Le président Wilson qui a signé cette loi l'a regretté à la fin de sa vie : *« J'ai inconsciemment ruiné mon pays »[.....]« Je suis un homme des plus malheureux. Nous ne sommes plus un gouvernement libre d'opinion ni un gouvernement avec des convictions et un vote à la majorité, mais un gouvernement sous la volonté et la contrainte d'un petit groupe d'hommes dominants »* -.(Woodrow Wilson 1919)

Grâce à la FED (abréviation de Fédéral Reserve System ou Réserve Fédérale) les crises qui étaient auparavant incontrôlées vont pouvoir l'être au gré de ces grands

banquiers. C'est le cas de la crise agricole de 1920-1921: la première guerre mondiale avait provoqué une prospérité générale aux États Unis, en particuliers chez les agriculteurs et les ouvriers agricoles qui, méfiants envers les grandes banques, déposaient leur argent dans des banques provinciales ne faisant pas partie de la FED. Pour casser cela, les grandes banques encouragèrent les agriculteurs à emprunter à grande échelle pour s'équiper et acheter des terres grâce à des taux d'intérêts très attractifs en échange d'hypothèques sur leurs biens, prêts qu'elles seules savaient gérer. Puis, lors d'une réunion secrète le 18 mai 1920 du Conseil des Gouverneurs de la FED où seuls les gros banquiers étaient présents, il fut décidé une contraction brutale du crédit (le taux passa de 3% à 7%) et donc de la monnaie (quand le taux augmente, les gens empruntent moins), ce qui eut pour effet de mettre en faillite les agriculteurs et les banques associées. Cela réduisit le revenu national de 15 milliards de dollars, jetant des millions de personnes dans la misère et réduisant de 20 milliards de dollars la valeur des terres et des ranchs.

Mais ces hommes les plus puissants des États Unis rendaient eux-mêmes compte à une autre puissance qui les contrôlait déjà : la puissance financière Anglaise concentrée dans la branche londonienne de la maison Rothschild. Bien que ces firmes fussent américaines en apparence, entretenant simplement des agences à Londres, elles prenaient leurs

ordres à la City de Londres car, depuis le début, c'est la banque d'Angleterre de Nathan Rothschild qui avançait masquée en finançant les grandes banques américaines. La City de Londres est le centre financier de la planète : 5 banques d'affaire de Londres dirigent en réalité les banques new-yorkaises qui possèdent la majorité de contrôle dans la Banque de Réserve Fédérale de New-York.

Nathan Rothschild pouvait disposer de sommes énormes, créées sur ses ordres par la FED aux États Unis et il pouvait maintenant s'attaquer au reste du monde.

La destruction de la Russie des Tsars

A l'inverse des États Unis, la Russie avait adopté une banque d'état et était la seule à ne pas être endettée auprès des Rothschild. Sa dette nationale, dont moins de 2 % était détenu par l'étranger, était la plus faible du monde et était comblée par les bénéfices des chemins de fer nationaux.

Le tsar Alexandre I (1801-1825) refusa la proposition d'une Banque Centrale faite par Rothschild et créa à la place en 1860 la Banque Centrale de l'Empire Russe. Bien qu'elle ait les réserves d'or les plus importantes du monde, qui ne servaient qu'à faire du crédit aux étrangers, elle créait la monnaie du pays à partir de rien mais uniquement pour financer l'industrie et le commerce avec des crédits à très faible taux d'intérêt. En 1916, le tonnage commercial russe était supérieur au

tonnage commercial britannique.

En 1861, le tsar Alexandre II (1855-1881) abolit le servage. En 1914, 80% des terres russes étaient aux mains des paysans auxquels elles avaient été cédées pour une somme très modique avec des emprunts à taux très réduits. La production agricole monta en flèche à tel point qu'en 1913, la Russie était devenue le grenier du monde.

Au cours de la période 1890-1913, l'activité industrielle quadrupla et arrivait à satisfaire 80 % de la demande intérieure.

Dans le même temps, la Russie de 1912 disposait du taux d'imposition le plus bas au monde, sans inflation et sans chômage. En 1914, il n'y avait plus de dette et l'excédent budgétaire dépassait 512 millions de roubles.

Le code des lois et le système judiciaire étaient les plus avancés au monde.

L'enseignement primaire était obligatoire et gratuit et seuls les frais d'inscription étaient facturés à l'université. Les universités russes étaient réputées dans le monde entier.

La Russie était pionnière en matière de droit du travail : le travail des enfants était aboli depuis longtemps, les heures de travail étaient limitées, l'inspection du travail surveillait strictement les conditions, les grèves étaient autorisées mais peu fréquentes, les droits syndicaux reconnus en 1906.

En 1912, une couverture sociale fut introduite.

Les peuples de race différentes jouissaient d'une égalité de statut sans équivalent ailleurs.

La Russie du tsar Nicolas II (1894-1917) avec sa banque d'état était plus sociale que les états républicains se prétendant démocratiques.

Craignant qu'une reproduction de cet extraordinaire modèle de liberté et de prospérité mette en péril leur empire bancaire maléfique, les Rothschild, le 7 novembre 1917, provoquèrent et financèrent une révolution judéo-bolchévique qui ravagea et ruina le pays en provoquant la mort par le meurtre et la famine de millions de personnes innocentes.

Les Rothschild et les juifs russes ont créé et financé la « révolution bolchévique » puis pris le contrôle de l'Union Soviétique

Les agitateurs connus sous les noms de Lénine et Trotski (de leur vrai nom Zederbaum et Braunstein) étaient juifs khazars. La tactique utilisée par ces Khazars juifs pour prendre le pouvoir dans un pays est toujours la même : s'enrichir par l'usure ou être financés par leurs banquiers de façon à pouvoir s'installer dans des postes stratégiques, prendre ensuite le pouvoir médiatique en promouvant des intellectuels, des écrivains, des universitaires de leur camp, attiser la haine contre les gouvernants en se servant des mécontentements qui existent toujours, financer largement les opposants pour provoquer des troubles, les armer pour prendre le pouvoir, installer au pouvoir des dirigeants corrompus.

Le représentant des Rothschild dans la « révolution » soviétique fut Maxim Litvinov (1876_1951) : c'est à lui que furent confiés les fonds pour financer et distribuer le journal du Parti Socialiste Démocratique Russe, l'Iskra, qui était imprimé à Londres, puis des fonds pour acheter des armes (venant de Londres aussi). Il devint trésorier du parti, à cheval entre Londres et Moscou. Sous couvert d'achat de moteurs, il écoula l'or et les bijoux précieux vers la Suède via la Scandinavie et rapatria un quart des réserves d'or russe aux Rothschild. Le reste fut vendu aux étrangers pour atteindre sa destination finale dans les coffres de la FED (Réserve Fédérale américaine). Intouchable, il pouvait même s'opposer à Staline jusqu'à ce que celui-ci finisse par le limoger en 1939 et créer sa propre banque d'état, la Gosbank, en 1921, qui permit à l'Union Soviétique de retrouver sa souveraineté.

Staline refusa de se rallier aux accords de Bretton Wood et au FMI, ce qui lui valut d'être mis à l'écart dans ce qu'on a appelé « la guerre froide » : ce n'était pas une guerre, car les soviétiques n'avaient aucune ambition d'attaquer l'Occident, c'était une intention de l'Occident de mettre à genoux l'Union Soviétique en l'obligeant d'investir dans les armements au lieu de se reconstruire. Staline résista mais son nationalisme était devenu gênant et il mourut peut-être empoisonné en 1953. A partir de là, la « guerre froide » ne fut plus qu'une façade car l'Occident et surtout les USA investissaient en masse en Union Soviétique.

En 1991, l'Union Soviétique implosa et, sous la présidence de

Boris Eltsine (1991-1999), une escouade de conseillers arriva des USA pour introduire les merveilles du « libre-échange » capitaliste avec ses impôts et son usure. Le point d'orgue fut de transformer la Banque de Russie en une banque privée.

La Russie n'a commencé à se redresser qu'avec l'arrivée de Poutine qui a mis au pas les oligarques créés par l'Occident en les obligeant à travailler pour le pays. La Banque Centrale de Russie est actuellement toujours une banque privée mais qui ne dépend plus des Rothschild et travaille en collaboration avec le gouvernement.

Les véritables origines de la première guerre mondiale

Elle fut déclenchée le 28 juin 1914 par l'assassinat de l'archiduc François Ferdinand, héritier du trône autrichien et de sa femme tchèque à Sarajevo. L'assassin, Gavrilo Princip était un collaborateur des conspirateurs russes Trotski et Lénine. Ils étaient financés par le juif américain Jacob Schiff qui était l'homme de paille du juif anglais Walter Rothschild. Le fait qu'il soit Serbe a exacerbé les conflits entre l'Autriche et la Serbie et, par le jeu des alliances, a déclenché la guerre mondiale. Les juifs attisèrent les oppositions entre les futurs belligérants et les banquiers juifs les financèrent pour leur permettre d'entrer en guerre.

Leur véritable motivation était d'empêcher une unité européenne, de briser les empires Austro-Hongrois, Allemand

et Ottoman en états plus petits mieux contrôlables, et de détruire l'Empire Russe et sa banque d'état.

A la fin de 1916, l'Allemagne avait quasiment gagné la guerre sur les armées anglaises et françaises et proposa d'arrêter la guerre à ce stade en revenant aux frontières d'avant la guerre. C'est alors que Lord Rothschild proposa aux Anglais le soutien de l'Amérique en échange de donner la Palestine à un groupe de juifs Sionistes. Les Anglais acceptèrent. En quelques semaines, l'opinion américaine qui n'avait à priori aucune hostilité envers les Allemands fut retournée par les médias aux ordres des juifs, et le président Wilson, complètement soumis aux banquiers juifs, mis les USA en guerre contre l'Allemagne en avril 1917. En novembre 1917, Lord Rothschild et ses collaborateurs Sionistes reçurent la déclaration Balfour leur garantissant d'accorder la Palestine aux colons juifs. L'intérêt des Rothschild pour la Palestine, sous couvert religieux, visait aussi les champs pétrolifères qu'on commençait à y découvrir. Le bain de sang inutile continua encore jusqu'à l'armistice du 11 novembre 1918 et le traité de Versailles qui suivit en juin 1919 obligeait l'Allemagne à payer tous les frais de la guerre, 6,6 milliards de Lires qui serviraient à rembourser aux banquiers internationaux les emprunts frauduleux et les intérêts fictifs qui avaient été consentis aux gouvernements de Grande Bretagne et de France. Avec cette somme exorbitante, supérieure à toute la richesse du pays, ce traité portait en germe la guerre inévitable suivante. C'est là aussi que les

dirigeants allemands, qui jusque là avaient bien accueillis les juifs, se rendirent compte de leur trahison.

Le rôle des juifs dans les désordres mondiaux

Le lecteur aura remarqué la présence de juifs dans toutes les conspirations contre les états qui fonctionnaient avec des valeurs chrétiennes et va m'accuser d'« antisémitisme », ce qui sera faux.

Il y a en effet 2 sortes de juifs : les juifs sémites originaires de Judée et les juifs Ashkénazes n'ayant aucun lien sémite avec ce territoire. Ce sont les descendants du royaume Khazar qui était situé au sud de la Russie, dans la région de l'actuelle Géorgie. Ce peuple était détesté par ses voisins pour ses pratiques barbares de meurtres rituels d'enfants (reprenant l'ancien culte de Baal, ils buvaient leur sang et mangeaient leur cœur). Ils furent sommés par les Russes de prendre une religion pour s'amender.

Au huitième siècle apr.J.C. le roi Bulan convertit massivement son peuple au judaïsme mais dans une version qui permettait de garder leurs coutumes barbares, fusionnant ces pratiques de magie noire luciférienne avec une forme de judaïsme appelé « Talmudisme Babylonien ».

Continuant leurs exactions sur les habitants des pays voisins, ils ont du fuir pour éviter les représailles et se sont répandus

dans toute l'Europe à partir de l'an 1200. Mais ils ont gardé leur identité de peuple et leurs coutumes : tous les pays où ils se sont incrustés ont constaté qu'ils ne s'intégraient pas et se comportaient de manière malhonnête. Ils se faisaient chasser ou finissaient par gangrener le pays.

Leur expulsion d'Angleterre en 1290 était aussi liée à leur coutume, lors de la Pâques Juive, de capturer un adolescent, le saigner à mort et intégrer son sang dans des biscuits rabbiniques . Le viol et le meurtre d'enfants sont encore pratiqués en secret de nos jours.

Ces juifs n'ont aucune légitimité pour s'établir en Palestine et composent pourtant 98 % de l'état d'Israël qui n'a pas de frontières définies. Les Khazars juifs sont restés un peuple sans frontières dont l'ambition est de dominer le monde entier grâce à leurs coutumes diaboliques qui sont censées leur donner le pouvoir sur les autres peuples.

Le premier de la dynastie Rothschild, Mayer Amschel Bauer du ghetto de Francfort, a cofondé la secte des « illuminati » (illuminati est l'un des noms donné à Lucifer) qui fut créée en 1776 par un prêtre défroqué (Adam Wheishaupt). Cette secte «illuminati», ouvertement dédiée à Satan a ensuite infiltré les hauts grades d'une nouvelle Franc Maçonnerie créée par eux à Londres (aux principes très différents des Francs Maçons originaux bâtisseurs de cathédrales) pour envahir toute l'Europe. C'est dans les derniers degrés de cette Franc Maçonnerie qui a essaimé partout dans le monde que se trouvent ceux qui adhèrent à leurs principes. (Les Khazars juifs

ont leur propre Franc Maçonnerie qui leur permet de rester en lien et d'agir encore maintenant de façon coordonnée quand le mossad (services secrets israéliens) les contacte.

Pour qui veut l'entendre, ils ont annoncé leur programme à plusieurs reprises.

En 1859, par exemple, le rabbin Riechorn disait : *« les guerres sont les moissons des juifs car, grâce à elles, nous exterminons les chrétiens et prenons le contrôle de leur or. Nous en avons déjà tué 100 millions. Nous entraînerons les chrétiens dans d'autres guerres en exploitant leur fierté nationale et leur stupidité. Ils se massacreront entre eux, faisant ainsi davantage de place à notre peuple ».*

Les Khazars juifs ne sont pas les seuls à pratiquer l'usure, ceux que Jésus a chassé du temple n'étaient pas Khazars mais déjà usuriers. Ils constituaient en judée un peuple à part avec des coutumes différentes. Les Khazars y ont ajouté le culte satanique babylonien. Il est probable qu'il s'agit du même peuple venu du fond des âges, avec les mêmes coutumes et la même idéologie, dont une petite partie est restée en Judée alors que la majorité allait vers le Khazarstan. C'est ce peuple qui a fait crucifier Jésus et a réécrit une partie de la Bible et des Évangiles pour faire croire que le Dieu dont parlait Jésus était le même que le sien. Jésus était Galiléen et a été élevée dans la religion païenne odinique, il s'est beaucoup opposé verbalement aux juifs de Judée, et il est certain que son enseignement se rapprochait plus du Dieu d'amour des païens que du Dieu destructeur Yahweh des juifs. (Voir encore pour

cette période reculée Oleg de Normandie). En fait, le terme « juif » est très vague, désignant tantôt un peuple, tantôt une religion, disons plutôt des religions tant il y a eu de variantes. Nous ne parlons donc pas dans cet historique de tous les juifs mais des êtres maléfiques qui se sont servis de la religion juive la plus satanique, tout en se cachant au milieu des autres juifs, pour assouvir leur soif de puissance destructrice. En prenant le contrôle de la pensée des peuples et de leur système monétaire, leur puissance a séduit tous ceux avides de pouvoir, quelle que soit leur religion. Il y a donc aussi chrétiens et chrétiens, ceux qui n'ont retenu du Christ que son message d'amour et ceux qui se soumettent à la religion catholique romaine : cette religion batardisée juive a pu être intégrée dans le système esclavagiste romain, très différent de l'enseignement originel du Christ, et a permis ainsi le massacre de millions d'innocents. Elle n'a pas non plus été incompatible avec le fait d'appartenir à une Franc Maçonnerie mondialiste esclavagiste. Ceux qui ont été le plus proche de l'enseignement du Christ sont ceux que l'on nous a fait considérer comme barbares, (les païens odiniques), ou « hérétiques », comme les Cathares.

Quand on compare la religion catholique avec l'enseignement du Christ, beaucoup de choses paraissent étranges : pourquoi représenter toujours Jésus sur la croix en disant qu'il est mort pour nous sauver de nos péchés ? C'est faux, il est mort parce que les juifs l'ont fait tuer et c'est peut-être eux qui ont besoin

d'être pardonnés. Pourquoi nous faire boire le « sang » du Christ ? C'est une coutume juive de boire le sang des sacrifiés. N'oublions pas qu'une grande partie des évangiles a été écrite par Paul, un pharisien opposé à Jésus de son vivant, qui a créé une Église de Jérusalem contenant des pharisiens et cette Église a exclu Saint Pierre, le plus proche de Jésus.

En parlant de coutumes, j'ai entendu un médecin juif dire que le problème des juifs, ce n'était pas la religion mais la coutume de la circoncision. Et, en tant que psychologue, je ne peux que l'approuver : la circoncision est l'équivalent d'un viol, elle associe ce qui devrait être un plaisir, toucher le sexe, à une douleur, à un âge où l'enfant ne peut pas élaborer des pulsions contradictoires autrement qu'en les bloquant au fond de lui. Cela peut largement expliquer les difficultés des juifs à aimer les autres et à avoir une sexualité saine : les problèmes d'inceste et de viols d'enfants sont récurrents chez les juifs. Cela explique aussi leur attrait pour l'argent car il est bien connu que l'argent sert à compenser le manque d'amour. Et d'ailleurs, utiliser l'or comme monnaie a déjà été un avilissement de l'or qui, chez les peuples anciens, était respecté pour sa beauté et servait uniquement à décorer les temples.

Si nous voulons que ce monde aille mieux et qu'ils ne le polluent plus, il faut reconnaître cette coutume pour ce qu'elle est, un viol criminel, et l'interdire.

En prenant le contre-pied des valeurs chrétiennes d'amour et

de respect d'autrui, ces êtres maléfiques ont attiré tous ceux tentés par le plaisir du vice, de la richesse facile, la luxure, l'inceste, le viol d'enfants, le meurtre, et tous ceux qui ont commencé à entrer dans cet engrenage en sont devenus prisonniers à vie.

Pour justifier la « laïcité », nous avons pris l'habitude de considérer la religion comme indépendante de l'organisation sociale et faisant partie de la sphère privée, ce qui est faux. Tout notre comportement social va de pair avec un côté spirituel, une culture, un code moral personnel ou une religion.

La relecture des bibles par Mauro Biglino semble montrer que toutes nos religions monothéistes sont des créations humaines formalisant ce côté spirituel. Le mot « Elohim » qui a été traduit par « Dieu » est en réalité un pluriel qui signifie « les puissants venus du ciel », autrement dit des extraterrestres venus coloniser la terre. Ces extraterrestres venus du ciel, doués de pouvoirs et d'une durée de vie très supérieure aux humains d'alors, ont pu apparaître à ceux-ci comme des Dieux. Cela explique pourquoi il y a tant de batailles dans la bible car ils pouvaient être cruels envers les terriens et entre eux. Yahweh était un des Elohim particulièrement cruel, pratiquant des sacrifices d'enfants. Insatisfait du territoire qu'on lui avait attribué, il entraînait son peuple dans des guerres permanentes pour conquérir le territoire Israël de l'époque. Les juifs en ont fait une religion

qui reproduit perpétuellement ce traumatisme originel. Le fait de comprendre que les religions ne sont que des créations humaines pour expliquer et reproduire des événements passés finit d'enlever toute légitimité aux juifs d'avoir volé la Palestine aux arabes en l'achetant aux colonisateurs anglais. Jésus, qui était né de l'union d'un autre des Elohim avec une païenne, se réclamait manifestement d'un autre Dieu : soit son père biologique, soit le dieu Odin de sa culture païenne (la Galilée à cette époque était païenne, de religion Odinique, contrairement à la Judée), soit d'un Dieu dont on ne connaît pas le nom (comme dans le « Notre Père ») appartenant à une autre dimension et créateur de la vie universelle.

Chacun choisit la religion qu'il veut suivre en fonction de son éducation et de son ressenti intérieur pour justifier son comportement. Sur le plan psychologique, les religions esclavagistes (l'islam en fait aussi partie) apparaissent comme des dogmes destinés à remettre perpétuellement en scène une situation traumatisante initiale sans pouvoir en sortir : celle d'êtres très puissants et très cruels venus sur terre pour la coloniser en prenant les humains comme esclaves. Et, par le principe de l'identification à l'agresseur, l'esclave se venge de sa condition en faisant lui-même des esclaves.

Tout groupe social doit sa cohérence à un système de valeurs, une idéologie qui le caractérise, associée à des coutumes particulières. Dire que toutes les idéologies, même contradictoires, peuvent exister dans un même groupe alors qu'elles ont des conséquences dans ce qui est agi, est

impossible. La « laïcité » promue par la « révolution » de 1789 est en réalité le remplacement de l'idéologie chrétienne par l'idéologie juive, ce qui permet de comprendre les massacres qui ont suivis. Il est manifeste que l'idéologie juive, qui autorise le mensonge, le parjure, le viol, le meurtre, et le mépris des autres, est à l'opposé de l'idéologie chrétienne sur tous ces points. Elle se dit d'ailleurs ouvertement anti-chrétienne. Cela explique pourquoi les juifs sont mal tolérés dans les pays chrétiens. Et quand ils sont tolérés, le pays finit par ne plus être chrétien car ils y ont pris le pouvoir. Les juifs sont les initiateurs à la malhonnêteté, le serpent tentateur, mais ils ne sont pas les seuls responsables de ce qui nous arrive : ils n'ont pu arriver à leur fin que grâce à tous ceux qui les ont suivi, lorsque les états n'avaient plus assez de rigueur morale pour résister à leurs tentations de malhonnêteté.

Une fois gangrenés, ces états ne sont plus que des carcasses vides : ils semblent avoir un gouvernement apparent, mais dès que ces antéchrists ont pris possession des médias, de l'administration, et de la Banque Centrale, ces états sont dirigés en fait de l'intérieur par tout un réseau caché. Ce fut d'abord le cas de l'Angleterre, puis des USA, puis de tous les états qui acceptèrent (ou furent contraints) d'avoir une Banque Centrale privée. Nous en faisons partie : nos médias, notre justice, notre administration sont aussi gangrenés par des juifs et par ceux qui poursuivent la même idéologie. Ils se cachent de moins en moins : Ursula Von Der Leyen, la

présidente de la commission européenne, vient de déclarer publiquement avec le sourire que le talmud juif est le phare de la construction européenne.

Les vraies raisons du krach de 1929

Le krach de 1929 fut programmé par la City de Londres et la FED pour mettre fin à une période de spéculation, en augmentant brutalement les taux d'intérêt, après avoir prévenu au préalable les initiés.

Les autres, les petits spéculateurs, perdirent tout.

11630 petites banques firent faillite, augmentant encore la concentration de l'argent dans les grandes banques.

La FED laissa pourrir la situation jusqu'en 1933 pour soutenir l'élection de Roosevelt, lui-même banquier.

Elle créa alors 100 millions de dollars d'argent frais et les usines recommencèrent à embaucher.

La loi bancaire de 1935 étendit la durée des mandats des gouverneurs de la FED à 14 ans, 3 fois et demi la durée d'un mandat présidentiel, ce qui signifiait que quel que soit le nouveau président, il ne pourrait rien changer à la politique de la FED.

En 35 ans, les banques de la FED ont accru leurs actifs de 143 millions à 45 milliards de dollars sans rien produire, simplement par la création monétaire dont 95% sous forme de crédit

C'est à cause de cette période de chômage de masse et de misère que put naître le nazisme. Les juifs, dont beaucoup étaient banquiers ou associés aux banquiers, ont été victimes de la haine engendrée par la violence du capitalisme bancaire. Après avoir pris un temps leur défense, Hitler a fini par rejeter les juifs non pas à cause de leur religion, mais à cause de leurs actions dans le domaine économique et social, car il avait constaté que c'étaient eux qui dirigeaient en fait l'Allemagne sous couvert de « social démocratie », et que leur comportement malhonnête était nuisible pour le peuple Allemand (*Mein Kampf*, p 104-130).

Le redressement de l'Allemagne

Après la première guerre mondiale, l'Allemagne avait été condamnée à payer tous les dégâts de la guerre et se trouvait écrasée sous les dettes, ce qui provoqua la chute de la république de Weimar. Hitler fut porté au pouvoir par les grands industriels allemands.

Lorsqu'il arriva au pouvoir, Hitler avait été convaincu par l'économiste Gottfried Feder de la nocivité de l'usure et du parasitage de l'économie par la finance. « *Je réalisais alors que le combat que nous devons mener n'était pas à l'égard des nations ennemies mais contre le capital international* » (*Mein Kampf* p 124)

Il nationalisa le 15 juin 1939 la Reichsbank et la rendit « inconditionnellement subordonnée à la souveraineté de l'état » après avoir licencié Hjalmar Schacht qui refusait d'appliquer ses principes, ce qui lui permit :

_De fournir l'argent nécessaire aux grands projets publics sans emprunter, en émettant des bons du trésor sans intérêt , « *ce qui ne peut pas générer d'inflation si de la valeur ajoutée est nouvellement créée en même temps* ».

_D'alléger considérablement la fiscalité

_De fournir aux allemands des logements convenables avec jardins (au lieu d'immeubles), avec des loyers indexés sur les revenus des travailleurs.

_D'accorder des prêts sans intérêts aux jeunes couples, le montant de l'emprunt étant diminué d'un quart à chaque enfant.

_De rendre l'enseignement gratuit.

_D'accroître considérablement l'activité économique, ce qui réduisit le taux de chômage à zéro en 1939.

_D'améliorer le commerce extérieur en contournant le système boursier international grâce au troc.

En 1939, l'Allemagne était devenue le pays le plus puissant de l'histoire de l'Europe, son PIB croissait de 11 % par an, les Allemands connaissaient le plein emploi et bénéficiaient du niveau de vie le plus élevé d'Europe grâce au soutien d'un système monétaire honnête ne reposant pas sur l'usure ni sur l'Or.

Contrairement à ce qui est dit par les historiens officiels, les

dépenses militaires seraient restées modestes jusqu'en 1939, quand l'Allemagne a commencé à se sentir menacée par ses voisins. D'après l'historien anglais A.J.P.Taylor, « *l'état de l'armement allemand en 1939 était tel qu'il fournit la preuve qu'Hitler n'avait probablement pas l'intention de faire la guerre* ».

Par contre, les banquiers anglais et américains ont largement financé l'Allemagne pour l'armer, fidèles à leur doctrine de financer tous les belligérants pour que la guerre soit le plus destructrice possible. D'autre part, le fait que Hitler se soit convaincu du rôle nocif des juifs contre le peuple Allemand et veuille s'en débarrasser intéressait beaucoup Rothschild pour peupler l'état d'Israël qu'il venait d'acquérir.

La guerre a été provoquée par la Grande Bretagne (dirigée en fait par les Rothschild qui craignaient que ce système de banque étatique fasse école) qui promit son soutien à la Pologne contre les Allemands. Pendant 5 mois, le gouvernement polonais harcela les 1,5 millions d'Allemands vivant en Pologne, tuant 58 000 civils. Le seul massacre de Bromberg le 3 septembre 1939 fit 5 500 victimes.

Hitler fit 28 propositions de paix, demandant simplement le maintien des frontières existantes et le retour des Allemands vivant en Pologne (à Dantzig). Elles furent toutes refusées sous l'influence des Anglais recommandant au gouvernement polonais de ne pas négocier.

Par le jeu des alliances, la guerre est devenue mondiale, elle s'est soldée par la victoire des financiers internationaux et la défaite et la servitude des peuples d'Europe et du monde. En Europe, cet asservissement fut parachevé par la création de l'Union Européenne avec une Banque Centrale Européenne contrôlée par les Rothschild le 1 juin 1998 et l'introduction de l'euro le 1 janvier 1999.

On a diabolisé Hitler, qui n'était certainement pas un saint, mais c'était un conquérant dont le but était de gagner la guerre pour la grandeur du peuple allemand, pas d'exterminer gratuitement les civils. D'après l'historien Henri Amouroux, les USA sensés venir nous délivrer, (alors qu'ils sont venus pour nous coloniser et empêcher les Russes de nous délivrer), ont tué en 4 mois 50 fois plus de civils que les Allemands en 4 ans. Le nombre de juifs tués a de même certainement été très exagéré pour justifier le peuplement d'Israël. Le fabricant du Zyclon a prouvé que son produit, utilisé depuis des années comme désinfectant, ne pouvait pas avoir été utilisé dans des chambres à gaz. Le spécialiste US des chambres à gaz (il y en avait une pour les prisonniers condamnés) a été envoyé à Auschwitz pour expertiser et en a conclu qu'il n'y a jamais eu de chambre à gaz. La Pologne et l'Autriche ont demandé une contre expertise qui a confirmé la première étude. Le film sur la libération d'Auschwitz a été tourné bien après la libération réelle par des juifs US. Ce sont les juifs qui écrivent notre

histoire depuis 2000 ans, nous mentent et diabolisent les justes.

On peut remarquer la similitude avec ce qui se passe actuellement en Ukraine : la mafia Khazar américaine qui contrôle l'Otan et la CIA entre autres a pris possession de l'Ukraine en 2014 lors d'un coup d'état organisé par le milliardaire Soros avec ses ONG. Ils ont entraîné et fourni des armes à l'armée ukrainienne pour provoquer la Russie pendant 8 ans en bombardant les civils du Donbass, la partie russe de l'Ukraine, jusqu'à ce que la Russie se décide à venir défendre les Russes ukrainiens.

La Russie est pacifique mais sait se défendre et ils n'ont pas (encore) réussi à provoquer une guerre mondiale.

La « mondialisation » bancaire

A la fin de la guerre 1939-1945, les États Unis s'étaient beaucoup enrichis et avaient réussi à faire venir chez eux la majorité des réserves d'or. Dans les accords de Brettons Woods, ils imposèrent que seul désormais le dollar serait convertible en or à 35 dollars l'once et que les autres monnaies seraient adossées au dollar.

En vertu du fait que celui qui crée la monnaie d'un pays est le véritable souverain de ce pays, les USA se sont mis en position d'être les maîtres du monde, en sanctionnant financièrement tous ceux qui ne suivaient pas leur politique.

Cette situation a perduré même après que Nixon ait suspendu le 15 août 1971 la convertibilité du dollar en or. Il a alors gagé 25 % du territoire américain et troqué le pétrole contre une protection militaire avec les pétrodollars correspondants à des bons du trésor remboursables par les générations futures.

Mais pour finir de conquérir le monde, il fallait aussi s'attaquer aux états qui osaient encore avoir des banques centrales d'état.

La soumission du Japon

la Banque du Japon fut fondée en 1882. C'était une banque privée dans laquelle la famille impériale avait seulement des parts.

En 1929, les conférences de C.H.Douglas sur le système de crédit social, qui permettait au gouvernement de créer la monnaie et le crédit de la nation sans intérêt, enthousiasmèrent les dirigeants japonais qui réaménagèrent progressivement le fonctionnement de leur banque, entre 1932 et 1942, pour qu'elle soit au service de l'état.

A partir de là, la croissance économique fut fulgurante, le revenu national fut en hausse de 140 %, le chômage recula à 3 %, les exportations se mirent à surpasser celles de l'Amérique et de l'Angleterre.

Les USA emprisonnèrent alors le Japon dans une série de sanctions économiques : embargo sur le Kérosène, sur le

minérai de fer et l'acier, gel des avoirs japonais à l'étranger, suspension du commerce avec l'Amérique, fermeture du canal de Panama aux navires japonais, embargo sur le caoutchouc et le pétrole.

Dans le même temps, tous les efforts diplomatiques japonais pour trouver une solution, même en faisant des concessions, furent refusés.

Complètement asphyxié par la coupure de 75 % de son commerce extérieur, le Japon dut se résoudre à entrer en guerre avec l'Amérique.

Le gouvernement américain au courant de la prochaine attaque de Pearl Harbour ne prévint pas les officiers de la base de façon à créer un choc dans l'opinion publique américaine pour pouvoir justifier la guerre.

Après la défaite du Japon en 1945, le premier but des forces d'occupation fut de restructurer le système bancaire pour le rendre privé et démanteler les conglomérats industriels.

La destruction de la Lybie

Après avoir été sous la domination de l'empire Ottoman, puis de l'Italie, puis de la Grande Bretagne et de la France, la Lybie n'acquies son indépendance qu'en 1956.

Le roi Idris al Mahdi as-Sanusi ne sut pas empêcher les compagnies pétrolières internationales de s'emparer du pétrole découvert en 1959.

En prenant le pouvoir en 1969, Mouammar Kadhafi prit aussi

le contrôle de la Banque Centrale et des activités économiques.

Il s'ensuivit un développement économique important qui placèrent la Lybie en tête des états africains, sans dettes envers l'étranger, avec une monnaie interne basée sur l'or. M. Kadhafi a été décrit comme un horrible dictateur mais il était soutenu par 90 % de son peuple en raison de l'amélioration du niveau de vie :

_La scolarité était gratuite.

_Les étudiants étaient rémunérés

_Ceux qui étudiaient à l'étranger avaient logement, voiture et salaire.

_Le logement était gratuit pour tous.

_Les nouveaux mariés recevaient 60 000 dinars du gouvernement.

_L'électricité était gratuite, les soins médicaux gratuits.

_Les voitures à prix coûtant.

_Les crédits sans intérêts.

_Les fermiers recevaient des terres gratuitement, des graines et du bétail.

_ Une partie de la vente des hydrocarbures était reversé aux citoyens.

_Il entrepris de grands travaux pour irriguer le désert de Nubie sans emprunter.

Les mendiants et les sans-abris n'existaient pas, l'espérance de vie de 75 ans était au dessus de la moyenne mondiale, le taux

d'alphabétisation était de 82 %, le taux d'incarcération beaucoup plus faible que dans nos pays occidentaux.

La Libye fut envahie par les « Occidentaux » sous de mauvais prétextes, Kadhafi lâchement assassiné, et la banque ne fut plus d'État.

Il en fut de même pour l'Irak le jour où Saddam Hussein voulut abandonner le pétrodollar.

Il en fut de même pour la Syrie qui a résisté pendant plus de 10 ans aux djihadistes armés et entraînés par l' « occident » .

Il ne reste plus guère que l'Iran qui possède une banque d'état, ce qui explique les menaces répétées d'Israël et des USA contre l'Iran.

La situation actuelle

L'assassinat du président J.F.Kennedy se fit toujours pour les mêmes raisons : il avait découvert le complot, voulait s'y attaquer et avait publié un décret permettant à l'état de frapper monnaie. Des documents déclassifiés montrent que l'assassinat a été organisé par la CIA et le mossad avec plusieurs tireurs. Le premier acte politique de son successeur Lyndon Johnson (qui faisait partie du complot), en descendant de l'avion le jour même, fut de supprimer ce décret.

Mais après cet assassinat, il semblerait qu'une partie de l'armée américaine ait décidé de contre-attaquer. Plutôt que de faire un coup d'état qui n'aurait pas été compris par la population sous l'influence des médias aux ordres de la mafia Khazar, ce seraient eux qui auraient demandé à Trump de se présenter.

Il y a donc une guerre souterraine qui se joue depuis 2020 entre ceux qui continuent vers la mondialisation Khazar (l'Amérique des démocrates, les satellites européens, l'Australie, le Canada, et bien sûr Israël), et ceux qui veulent un monde multipolaire avec des états souverains, qui se fédèrent dans les BRICS.

Les premiers sont encore très puissants et sortent leurs dernières armes pour détruire le plus possible les populations, cherchant à provoquer une troisième guerre mondiale. L'issue de la bataille dépendra de la vitesse avec laquelle les peuples comprendront où est leur intérêt.

On verra jusqu'où M. Trump pourra aller dans sa tentative de redresser les USA et d'empêcher les mondialistes qui gangrènent son administration de détruire le plus possible de monde en provoquant une guerre mondiale. Il ne pourra réussir que s'il arrive à reprendre le contrôle de la Réserve Fédérale et à contenir Israël, ce qui ne semble pas se profiler. Espérons qu'il arrivera cependant à faire la paix et à maintenir Israël dans des frontières fixes. Les crimes monstrueux dont ce

sont rendus coupables les dirigeants sionistes sont au delà du domaine de notre justice : ils ont vendu leur âme au diable et c'est avec lui qu'ils auront à faire plus tard. Nous devons désormais les empêcher de nuire davantage.

Trump gardera aussi sûrement un système monétaire qui conserve le capitalisme et la finance, ne permettant pas tous les avantages sociaux d'une monnaie SMVE (voir plus loin) et le laissant prisonnier de ceux qui contrôlent cette finance.

Les pays européens, et en particulier la France qui a été la plus détruite par les gouvernements successifs depuis De Gaulle seront ceux qui auront le plus à reconstruire. Et c'est cette reconstruction que nous devons commencer à prévoir, la suite de ce livre y est consacré.

L'histoire nous apprend que le redressement économique ne pourra se faire qu'avec un système monétaire sain. Mais qu'est-ce qu'un système monétaire sain? Il faut d'abord que nous revoyons notre conception de la monnaie.

Définition de la monnaie par son rôle dans l'organisation des échanges

La monnaie est au service de ceux qui la créent, et, suivant leurs intentions, il y a plusieurs façons de faire fonctionner le système monétaire. Nous nous plaçons dans cette étude d'un point de vue démocratique, du côté du peuple, et considérons la monnaie comme un moyen d'organiser des échanges équilibrés : pouvoir acheter pour la même valeur que ce que l'on a vendu. C'est la façon dont nous considérons généralement la monnaie, ou désirons qu'elle le soit, alors que la réalité de notre monnaie depuis 2000 ans est tout autre

L'humanité n'a pas toujours eu besoin de monnaie mais a toujours eu besoin de faire des échanges:

Les humains sont des êtres sociaux qui ont très rapidement compris l'intérêt de vivre en groupe communautaire : le groupe apporte sécurité par rapport aux dangers extérieurs et permet la répartition des tâches grâce à des échanges coopératifs.

Les petits groupes, tels les tribus n'ont pas besoin de monnaie car tout le monde se connaît et peut voir la façon dont chacun participe à la vie du groupe. Les échanges entre tribus peuvent

se faire en troc, soit de biens à biens, soit en utilisant une monnaie propre à chaque tribu.

L'apparition interne de la monnaie, scripturale ou matérielle, pour mesurer la valeur de certains échanges ne s'est faite que dans des groupes plus importants. La première monnaie dont on ait la trace est une écriture sumérienne dans un bloc d'argile comptabilisant la quantité et la valeur du blé fourni. Les pièces de métal sont apparues plus tard.

Dans les 2 cas, écrite ou symbolisée matériellement, la monnaie est ce qui permet de se souvenir de la valeur d'un échange :

_Par exemple pour un troc différé dans le temps : un paysan demande un animal à un voisin et lui rendra l'équivalent en céréales lorsqu'il aura fait sa récolte. Écrire ou symboliser que cet échange a eu lieu permet de s'en souvenir au moment voulu. Rappelons qu'un troc consiste en un échange équilibré entre 2 personnes et demande à la personne à qui on a donné de rendre pour la même valeur. Le troc suppose des personnes quasiment autonomes qui n'ont besoin que de quelques échanges avec leurs voisins ; le troc a surtout existé dans les échanges entre communautés.

_La monnaie communautaire par contre peut permettre de dépasser la notion de troc à l'intérieur du groupe en

mutualisant les échanges: il est possible avec elle de donner à un membre du groupe et de recevoir d'un autre. Cela demande un consensus social de tous les membres du groupe pour accepter cette monnaie comme valable.

Les échanges dont on peut mesurer la valeur sont aussi bien matériels (biens , productions) qu'immatériels (services, transmission de savoir ou de savoir faire) et dépendent des conventions sociales (il fut un temps pas complètement révolu où on pouvait acheter des femmes, des enfants ou des esclaves). D'autres échanges importants ne sont pas monnayables, les échanges amoureux en particulier.

La monnaie sert donc à mesurer et conserver dans le temps et l'espace la valeur attribuée à certains échanges.

Au niveau économique, le système monétaire doit permettre à celui qui a donné à quelqu'un d'avoir le droit de recevoir de lui (troc) ou de n'importe quelle personne du groupe (échange communautaire) pour la même valeur. Celui qui a commencé par recevoir doit rendre pour la même valeur (dette).

A noter que nous utilisons le mot « monnaie» pour désigner à la fois le symbole qui représente la mesure (pièce, billet, écriture) et le système monétaire qui est la façon dont cette mesure est utilisée. Pour une plus grande clarté, nous donnerons donc 2 définitions:

La monnaie est l'écriture ou la symbolisation matérielle d'une mesure de valeur

Le système monétaire est une convention sociale qui permet de mesurer, de façon scripturale ou matérielle, la valeur de certains échanges, de façon à conserver cette valeur dans le temps et l'espace.

Curieusement, on ne trouve pas cette définition de la monnaie dans les traités d'économie ou dans Wikipédia. On trouve seulement 3 définitions incomplètes :

_ « *la monnaie est une unité de compte* » mais on ne précise pas ce qu'on compte. Il serait plus précis de dire « **la monnaie est une unité de mesure de valeur** »

_ « *La monnaie est «une réserve de valeur* » mais on ne précise pas de quelle valeur il s'agit car **la monnaie a toujours 3 valeurs** :

la valeur propre : la valeur qu'elle a quand on ne s'en sert pas comme monnaie. (la monnaie Or avait une valeur propre importante alors que la monnaie papier ou scripturale a une valeur propre infime).

la valeur qu'elle symbolise au moment de sa création ou de sa réception : celle de la richesse réelle que l'on vient de vendre. (un bien, un service, un travail, une transmission de savoir ou de savoir faire).

la valeur que les autres lui accordent lorsqu'on veut acheter qui devrait normalement être la même si le système est bien conçu mais qui peut être différente :

_s'il y a inflation : la valeur de la monnaie a diminué,

_s'il n'y a pas confiance dans cette monnaie, sa valeur devient nulle

si

_si, au contraire, c'est une monnaie obtenue indûment, sa valeur pour acheter est beaucoup plus importante que ce qu'elle a coûté pour l'obtenir.

Pour qu'un système monétaire permette des échanges équilibrés, il faut et il suffit que les 2 dernières valeurs soient identiques.

La monnaie est « un intermédiaire des échanges ». Il serait plus précis de dire : « **elle mesure la valeur des échanges** ».

Nous voyons donc que ces 3 définitions incomplètes pourraient aisément être remplacées par la définition donnée plus haut. Pourquoi celle-ci a-t-elle été occultée ?

Si on prenait conscience que le système monétaire est avant tout un instrument de mesure (de valeur), on pourrait alors se demander pourquoi il n'obéit pas aux règles de sécurisation auxquelles tous les instruments de mesure obéissent pour être fiable:

_ une mesure doit être étalonnée: un étalon est une unité officielle dont tout le monde peut posséder une copie pour faire sa mesure (c'est le mètre pour les longueurs, le kilo pour les poids, le mètre cube ou le litre pour les volumes,.....). Il n'y a pas d'étalon dans notre système monétaire, les prix sont variables en fonction de l'offre et de la demande. L'Or lui-même n'était pas un étalon puisqu'il n'était pas reproductible, c'était un simple intermédiaire des échanges qui servait à faire du troc.

_la création de la mesure doit être certifiée: il faut être certain que celui qui écrit la mesure n'a pas triché (les mètres, balances, pompes à essence, sont régulièrement vérifiés par un organisme d'état). Si cette certification existe dans les échanges entre particuliers, il n'y a aucune certification dans la façon dont les banquiers créent la monnaie.

_la mesure doit conserver sa valeur dans le temps et l'espace (sur plusieurs années et d'un bout du pays à l'autre). Nous voyons que ce n'est pas le cas dans notre système monétaire et qu'il y a une inflation systématique.

L'important dans une mesure n'est pas la valeur propre de son écriture mais l'exactitude de ce qu'elle symbolise et, pour cela, il est nécessaire que les 3 conditions précédentes soient vérifiées.

Nous entendons par fausse monnaie une monnaie dont la

valeur de création est très inférieure à la valeur du pouvoir d'achat. Attention aux mots qui empêchent de penser : les économistes appellent monnaie fiduciaire (de confiance) la monnaie de banque centrale et fausse monnaie la monnaie qui imite la monnaie de banque centrale ; de telles définitions empêchent de penser qu'il puisse y avoir de la fausse monnaie de banque centrale, or nous verrons que c'est pourtant le cas. Cette fausse monnaie là est indétectable pour les utilisateurs tout en rapportant énormément aux faussaires et ne s'appréhende que si on connaît les modalités de création et le fonctionnement global du système monétaire.

La monnaie Or représente un cas particulier puisque sa valeur propre importante permet de l'utiliser dans un échange de troc : on troque d'abord ce que l'on vend contre de l'Or puis on troque de l'Or contre ce qu'on achète.

C'est un fonctionnement archaïque qui a pu sécuriser les utilisateurs à une époque où le peuple était inculte et où il n'y avait pas les moyens de transmission d'information actuels mais qui alourdit considérablement les échanges économiques puisqu'il faut 2 trocs pour faire un échange. Les métaux précieux ont la particularité de ne pas être possédés par tout le monde et mettent automatiquement ceux qui n'en possèdent pas (le peuple) sous la domination de ceux qui en possèdent : ils obligent ceux qui n'en ont pas à travailler d'abord pour les possesseurs-créateurs de monnaie avant de pouvoir échanger entre eux : nous pourrions appeler ces

monnaies « **monnaies troc souveraines** ».

Cette monnaie troc utilisée dans une communauté introduit nécessairement un clivage dans cette communauté entre ceux qui la possèdent ou peuvent la créer, et ceux qui ne la possèdent pas.

Or, il faut bien se rendre compte, comme l'a fait le premier des Rothschild que :

Celui ou ceux qui créent ou possèdent la monnaie d'un état sont les véritables souverains de cet état puisqu'aucun échange ne peut se faire dans cet état sans eux et qu'ils peuvent progressivement acheter tout le pays.

Dans le cas de la monnaie Or, le véritable souverain est le métal précieux et n'importe qui qui en possède est l'égal du souverain : la puissance des templiers provenait du fait qu'ils possédaient des mines d'or en Amérique. Les bourgeois français qui s'enrichissaient grâce au commerce sont devenus plus puissants que les rois, de même les bourgeois allemands ont pu prendre le pouvoir grâce à l'exploitation de mines d'or. L'Or est donc une espèce de dieu créateur de monnaie, de richesse et de pouvoir, et il n'est pas étonnant que les juifs l'adorèrent un moment (le veau d'or du livre de l'exode). Celui qui peut créer de la monnaie papier parce qu'il possède de l'Or, le banquier, devient le grand prêtre du dieu Or.

Il y a donc 2 sortes de monnaies :

_Les monnaies troc où la monnaie a une valeur propre importante. Elles peuvent avoir une forme réelle (pièces d'or, animal, n'importe quoi de précieux) ou symbolique (monnaie des banquiers à l'époque où elle représentait de l'or). Pour être fiables, il faut que la valeur propre de cette monnaie soit égale à la valeur de la richesse vendue et ne varie pas.

_Les monnaies-mesure où la valeur propre de la monnaie n'a aucune importance. Par contre elles doivent symboliser exactement la valeur des richesses vendues ou achetées. Pour être fiables, il faut qu'elles obéissent aux 3 critères énoncés plus haut.

Ces 2 sortes de monnaie sont incompatibles car elles ont des conditions de fiabilité différentes. Donner une valeur propre importante à une monnaie mesure n'apporte rien à la mesure mais permet à la fois de justifier qu'elle ne puisse être produite que par certains, et de masquer qu'elle n'est pas vraiment une monnaie mesure fiable en évitant de la confronter aux critères nécessaires.

On comprend maintenant pourquoi les économistes ne donnent pas de définition claire de la monnaie : cela permet de l'utiliser tantôt comme une monnaie mesure (dans nos comptes en banque), tantôt comme une monnaie troc souveraine (dans la finance).

Ce mélange de 2 sortes de monnaies incompatibles justifie de nous mettre sous la domination de ceux qui la créent sans qu'ils aient à se justifier de la valeur propre ni des critères de fiabilité.

Pour chacune de ces monnaies, c'est le mode de création qui va déterminer si le système monétaire sera souverain ou communautaire: si elle est créée par un seul individu, ou groupe d'individus, le système sera souverain car ce sont eux qui vont déterminer le droit des autres à faire des échanges. Il sera communautaire si c'est ceux qui échangent qui peuvent la créer.

Au total, il ne peut donc y avoir que 4 sortes de monnaies fiables possibles conformes à notre définition de la monnaie :

1) **Les monnaies-troc souveraines** comme la monnaie Or des rois au début. Elles ont pu être utilisées correctement au début par les souverains qui les distribuaient vraiment en échange de services rendus à l'état (mais leur or se raréfiant, le poids d'Or dans les pièces s'est raréfié aussi, ce qui rendait le troc non fiable) puis frauduleusement par les banquiers : la monnaie or symbolique sous forme de billets ne peut plus être considérée comme une monnaie fiable à partir du moment où les banquiers ont émis plus de billets qu'ils n'avaient d'or, autrement dit dès le début de leur existence, vers 1665. Cette

fraude non réprimée a permis aux banquiers d'accroître constamment la quantité d'or qu'ils possédaient et, à terme, de prendre la place des souverains. Le prêt avec intérêt permet au banquier d'accroître la quantité d'or qu'il possède sans avoir rien produit, ce qui est contraire à notre définition de la monnaie : celle-ci doit toujours être acquise en échange d'une richesse réelle (biens, services,.....)

De plus, comme cette monnaie, est aussi considérée comme une richesse réelle, elle peut être aussi soumise à la loi de l'offre et de la demande et sa valeur peut varier au gré de la finance. L'or a un cours relativement stable mais actuellement où il n'y a plus d'or associé, les financiers, par un tour de passe-passe, se servent alors d'une autre valeur de la monnaie, propre aux monnaies mesure, la valeur de ce qu'elle permet d'acheter, pour la confondre avec la valeur propre. Confondant cette valeur avec la valeur propre, ils peuvent ainsi l'utiliser dans le casino boursier. Aux USA, cette monnaie a permis le développement du capitalisme qui a remplacé sous une autre forme l'esclavagisme : ce sont ceux qui possèdent les capitaux (les banquiers et ceux à qui ils veulent bien prêter) qui décident des salaires et des conditions de travail de l'ouvrier.

2) **La monnaie-troc communautaire** : dans les sociétés paysannes à l'époque de la royauté, ou dans la cité romaine antique, quand un animal ou une mesure de céréales que tout le monde possédait pouvait servir de monnaie d'échange,

nous avons une monnaie -troc fiable car tout le monde pouvait la créer et sa valeur se conservait dans le temps.

3) **La monnaie mesure souveraine**, comme celle de l'Égypte ancienne et des sumériens où un employé de l'état écrivait la mesure de ce que chaque travailleur faisait. Il y eut aussi une monnaie mesure sans valeur propre sous la Russie des Tsars.

4) **la monnaie mesure communautaire** où ce sont ceux qui échangent qui déterminent la valeur de l'échange et en écrivent la mesure .

Ce raisonnement théorique est confirmé par l'histoire et va nous permettre d'analyser les différents systèmes actuels, ceux que l'on nous promet, et ceux qui nous permettraient un meilleur avenir.

Les leçons de l'histoire

_ Les états n'ont connu la prospérité que lorsque les systèmes monétaires, quels qu'ils soient, ne permettaient pas l'usure. Même si l'usure n'atteint plus des pourcentages monstrueux d'autrefois, un simple intérêt sur l'argent prêté est déjà malhonnête car il crée de l'argent à partir de l'argent alors que l'écriture d'une mesure ne doit pas se modifier à l'usage. Prêter de l'argent honnêtement gagné est un service qui peut être rémunéré, mais pas par un pourcentage sur la somme. Un banquier qui prête de l'argent qui ne coûte rien à créer et vérifie que l'on rembourse ne peut être rémunéré que pour

son service de tenue de compte qui dépend de la durée du prêt et non de son montant.

_La monnaie Or n'est pas une bonne monnaie car elle oblige à posséder de l'or, (donc de faire n'importe quoi pour en trouver), et qu'elle est de toutes façons en quantité finie, donc inadaptée pour une économie en développement. De plus, elle crée un clivage social entre ceux qui la possèdent et les autres. Il en est de même pour toutes les monnaies à qui on veut donner une valeur propre importante : si on ne triche pas, on se ruine en la distribuant, si on triche en ne la distribuant pas, sa valeur ne sert à rien, autant prendre une monnaie mesure sans valeur propre mais obéissant aux 3 critères de fiabilité décrits plus haut. Si on veut faire du troc avec les autres pays, la valeur importante est ce que la monnaie permet d'acheter, qui est une des valeurs de la monnaie mesure. Donc une monnaie troc est inutile.

_La spéculation est une activité parasitaire car elle modifie la mesure sans ajout de valeur. Elle est pourtant le cœur de notre société en décomposition.

Vu que cela dure depuis plusieurs siècles, nous sommes tellement habitués à vivre là dedans qu'il est difficile d'imaginer autre chose. Il le faudra pourtant, car ce système tue complètement l'économie en aspirant tout le travail d'un peuple vers un petit groupe de ploutocrates qui pillent les richesses du pays.

Il faut également remarquer que les périodes sans usure, correspondant à des essors économiques avec des citoyens satisfaits, ne se sont jamais trouvées dans les systèmes dits

« républicains » (sauf peut-être dans la première république romaine et sous De Gaulle), mais lors de pouvoirs forts et agissant dans l'intérêt de leur peuple.

Les systèmes monétaires actuels

le système monétaire « occidental » ne remplit aucune des conditions de fiabilité, c'est à la fois une fausse monnaie-troc et une fausse monnaie-mesure tout en prétendant être les 2 à la fois:

_La valeur propre de la monnaie scripturale ou sous forme de billets est infime, ce ne peut pas être une monnaie troc.

_ il n'y a pas d'étalon, ce qui l'empêche d'être une monnaie mesure. Spontanément, nous cherchons à mettre des étalons : pour le salarié, ce pourrait être le temps de travail mais il n'y a pas d'étalon pour les marchandises dont le prix est déterminé en grande partie par la finance. Les 2 prix ne sont pas liés par le même étalon : Il fut un temps où il y avait une certaine correspondance entre le SMIG et l'indice des prix, mais elle a été supprimée. Mais c'est surtout au moment de la création que le manque d'étalon permet aux banquiers de faire de la fausse monnaie.

_ il n'y a aucune certification au moment de la création, ce qui permet la fraude: il y a un immense hiatus entre la valeur représentée à la création (quasiment nulle) et la valeur d'achat (celle représentée par l'écriture ou le billet) alors que ces 2 valeurs devraient être identiques. Et alors qu'un faux monnayeur ordinaire se contente d'utiliser la monnaie qu'il a créé, les banquiers doublent la mise en demandant qu'on leur rende une vraie monnaie en échange. Et comme ils la détruisent, la dette n'est pas soldée car on leur doit encore la monnaie qui circule.

La fraude ne concerne que la création monétaire. Ensuite, dans l'économie, cette monnaie, fausse monnaie-troc au départ évolue comme une monnaie mesure : les échanges entre particuliers sont certifiés, avec des valeurs d'acquisition et de libération sensiblement égales s'il n'y a pas trop d'inflation, mais avec quand même une absence d'étalon qui permet de faire n'importe quoi avec le prix des marchandises. Pour faire croire que c'est aussi une monnaie-troc et sauver le capitalisme, les financiers n'attribuent à la monnaie qu'une seule valeur, la valeur de ce qu'elle permet d'acheter, qu'ils confondent avec la valeur propre.

Comme nous ne sommes pas dans le cadre d'une monnaie troc, ce système place de plus frauduleusement les banquiers en position de souverains. Ce système n'est pas viable, il pompe constamment l'économie vers la finance et ne peut

que s'effondrer après avoir tué l'économie.

Si l'on compare le système monétaire qui irrigue les échanges au sein d'une société au sang d'un organisme, demander à un banquier de produire notre monnaie, c'est comme demander à un médecin de produire notre sang : ce médecin nous demanderait de lui rendre le sang prêté, pas tout pour ne pas nous tuer complètement, mais suffisamment pour qu'on soit obligé de lui en demander encore. Et si nous ne lui obéissons pas, il arrête de nous en fournir, nous sommes devenus son esclave. C'est ce que nous subissons aujourd'hui.

Ce système est né d'une fraude fondamentale non dénoncée, quand les banquiers ont commencé à faire des prêts avec l'argent de leurs déposants. Si tout le monde ne venait pas chercher son or en même temps, cela ne se voyait pas, et quand les besoins de monnaie se sont amplifiés, au lieu de renoncer à l'or dont les quantités devenaient insuffisantes, les gens ont continué à faire confiance aux banquiers. (Cette « confiance » a plutôt été imposée par les souverains).

Des banquiers privés ont pris possession des banques centrales et ont inventé le système des « réserves fractionnaires » pour multiplier la monnaie insuffisante des banques centrales : les banques ordinaires pouvaient aussi faire des prêts non pas sur une petite partie de l'argent de leurs déposants, comme à l'origine, mais sur la quasi totalité de l'argent déposé. Il suffisait d'avoir une petite réserve en monnaie de banque centrale (moins de 10% actuellement, 8%

théoriquement mais seulement 1% obligatoirement). Ce qui veut dire que si quelqu'un dépose 100€, la banque peut prêter 10 000€ et, sur ces 10 000€, 9900€ sont de la fausse monnaie et 100€ sont le vol de la monnaie déposée, sans compter que cette monnaie déposée provient forcément d'un emprunt fait dans les mêmes conditions.

Ainsi ils peuvent multiplier dans des proportions pharamineuses une monnaie de banque centrale qui n'est pas non plus une monnaie fiable puisque les réserves d'or ou d'actifs ne correspondent pas toujours à la valeur des billets ou écritures créés.

C'est ce qui leur permet de dire maintenant que l'argent qui est sur nos comptes ne nous appartient pas, car il a déjà été prêté, au lieu de dire que c'est leurs prêts qui sont frauduleux. Cette fraude initiale non dénoncée, qu'ils ont réussi à faire passer pour une normalité, a pris des proportions ubuesques. La faute n'en est pas seulement aux banquiers mais à ceux qui l'ont couverte, essentiellement les intellectuels et les dirigeants. Tout être humain a besoin qu'on lui mette des limites quand il fraude, et, s'il n'en trouve pas, il fait des fraudes de plus en plus grosses jusqu'à temps que cela se voie. Il est étonnant que depuis tout ce temps, personne n'ait fait une véritable réflexion sur la monnaie comme celle que nous venons de faire. La plupart des économistes ont juste cherché à justifier le système et ceux qui ont commencé à vouloir le moraliser n'ont pas été écoutés :

Irving Fischer a été un économiste célèbre mais il a été oublié quand il a parlé d'un système « 100% monnaie » qui empêchait les banques d'utiliser l'argent des comptes courants pour faire des prêts.

Maurice Allais a eu le prix Nobel d'économie avant d'être oublié quand il a commencé à dire que les banquiers faisaient de la fausse monnaie.

Le système « monnaie pleine » a été repris par un ancien banquier suisse, François de Siebenthal, qui a réussi à organiser en 2014 une votation sur ce sujet en Suisse. Cette votation a échoué car les médias d'information suisses, qui sont comme partout aux mains des banquiers, ont réussi à manipuler l'opinion.

Et ces économistes n'ont même pas été au bout de leur réflexion en ne remettant pas en cause

_la création monétaire par des banques centrales privées,

_la création monétaire par la dette,

_et en ne faisant pas la distinction entre la monnaie troc et la monnaie mesure.

Le système « monnaie pleine » est proposé comme une amélioration du système monétaire actuel mais reste intégré dans le système politique républicain dirigé par les banquiers.

Il ne faut pas s'étonner qu'il soit refusé car le système monétaire est complètement intriqué avec le système social : il correspond actuellement à une dictature d'un petit cercle comprenant les grands banquiers et quelques grandes familles. On ne peut pas changer le système monétaire si on

ne fait pas en même temps une action politique pour destituer ces usurpateurs.

La «**théorie moderne de la monnaie**» semble découvrir qu'un état peut aussi créer sa monnaie mais elle n'utilise cette propriété que partiellement, en gardant par ailleurs l'ambiguïté sur la définition de la monnaie et en maintenant le fonctionnement actuel des banques.

D'autres parlent des **cryptomonnaies** pour s'affranchir des banques car les échanges sont certifiés par les blockchains et cryptés pour les rendre anonymes. (Mais, d'après Snowden, elles ne donnent que l'illusion d'échapper aux banques: les créateurs de ces cryptomonnaies subissent de telles pressions qu'ils sont obligés de donner les noms de leurs utilisateurs aux banquiers, même le créateur du Bitcoin a été obligé de céder).

Outre cette particularité, elles ne possèdent aucun des autres critères d'une monnaie fiable: examinons par exemple le bitcoin et la JUNE.

Le Bitcoin

_il n'est pas étalonné, donc très sensible à la spéculation, ce qui fait d'ailleurs son principal attrait pour ceux qui l'acquièrent.

_les échanges sont certifiés par une blockchain très coûteuse en énergie. C'est une monnaie uniquement numérique : que se passe-t-il en cas de panne d'électricité ou de piratage informatique?

_sa valeur n'étant pas stable, il est impropre à être une mesure de valeur fiable. Il ne correspond d'ailleurs pas à la définition d'une monnaie utilisable dans l'économie: sa création n'est pas liée aux échanges, elle est réservée aux « mineurs » (ceux qui font marcher le système avec leurs ordinateurs) mais de façon aléatoire et ne mesure donc pas exactement la valeur de leur travail.

C'est une « monnaie » souveraine qui place l'utilisateur sous la dépendance d'un souverain inconnu: un logiciel programmé par qui et comment?

Ce n'est donc pas véritablement une monnaie correspondant à notre définition, mais un actif boursier que l'on s'échange.

C'est le cas de la plupart des crypto-monnaies : elles permettent d'échanger à l'abri des banques mais en se mettant sous la dépendance d'un système de création monétaire non lié aux échanges. Certaines récompensent les «mineurs»(ceux qui font marcher le système), par de la création monétaire, mais cela reste très marginal. Le fait que la création monétaire ne soit pas liée aux échanges de richesses

réelles donne au créateur de monnaie un pouvoir de contrôler les échanges. Ce sont encore des monnaies trocs souveraines dont le souverain n'est plus le banquier mais un logiciel ou celui qui le manipule. Et le pire est qu'on troque des richesses réelles contre quelque chose de virtuel qui n'est qu'un actif boursier de valeur variable : c'est encore plus fragile et indomptable que la monnaie Or.

Pourquoi être obligé d'acheter une monnaie alors que nous pouvons la créer gratuitement?

Pourquoi lui donner une valeur propre inutile et virtuelle qui masque l'absence de fiabilité en tant que mesure si ce n'est pour ne pas remettre en cause le système bancaire capitaliste actuel?

La June

_comme le bitcoin, elle n'est pas étalonnée, donc de valeur variable selon les utilisateurs.

_les échanges sont certifiés par une blockchain moins gourmande en énergie que celle du bitcoin mais c'est aussi une monnaie uniquement numérique.

_Sa valeur variable est une gêne pour en faire une mesure fiable mais dans des proportions moindres actuellement que

pour le bitcoin car le fait qu'elle soit distribuée de la même façon à tout le monde la rend moins spéculative.

La JUNE correspond à une création monétaire gratuite réellement indépendante des banques mais sa création n'est pas liée à la valeur des échanges : elle est faite par un logiciel de façon égalitaire en fonction du nombre d'utilisateurs. Pourquoi rémunérer tout le monde pareil alors que les besoins en monnaie sont liés aux besoins d'échanges et ne sont pas les mêmes pour tous? (quelqu'un qui vit presque en autarcie n'a pas les mêmes besoins d'échange que celui qui a un travail très spécialisé et dépend beaucoup des autres pour satisfaire ses besoins).

Ce n'est pas à proprement parler une monnaie car sa création n'est pas liée à des productions vendues, ce n'est qu'une distribution programmée de bons d'achat : quel intérêt ont alors les producteurs à produire? Et qu'est ce qui prouve que la quantité créée est adaptée à la quantité de production pouvant être achetée? De plus, cela suppose que tous les utilisateurs ont des besoins de même valeur, ce qui est faux. La JUNE permet actuellement d'échanger en dehors des banques partout dans le monde, mais elle serait inadaptée pour en faire la monnaie d'un état.

Les monnaies locales: elles sont adossées à l'euro et ne font que le dupliquer, donc ne sont pas différentes. Leur seul

intérêt est de renforcer l'identité locale, d'inciter à consommer localement, et d'être sûr que cet argent là ne sera pas utilisé par la finance.

Aucune de ces monnaies n'a toutes les propriétés d'une véritable monnaie mesure communautaire telle que nous l'avons définie: on ne la retrouve que dans **les SEL (Systèmes d'Échange Locaux)**

_La monnaie des Sel est étalonnée sur le temps de travail, ou temps de vie consacré aux autres. Par souci d'égalité, la valeur de l'heure de travail dans les SEL est la même pour tous, donc ce qu'on achète est calculé avec le même étalon que ce qu'on produit.

_Elle est certifiée par celui qui reçoit, qui est débité de la même somme.

_ Elle est créée gratuitement par une banque centrale gérée par la collectivité. Cette création ne peut être faite que pour quelqu'un qui donne de son temps à quelqu'un d'autre ou à la collectivité. Il peut y avoir aussi création de monnaie soit pour aider ceux en difficulté par décision de l'assemblée générale (c'est une sorte de cadeau fait par le groupe), soit pour financer un projet collectif.

_elle est insensible à la spéculation et n'a aucune raison de varier entre le moment de sa création et celui de son utilisation puisque l'étalon est le même dans les 2 cas.

Contrairement à la JUNE, sa création est réellement faite par le peuple et s'adapte parfaitement aux capacités de production. Les SEL constituent une excellente expérimentation d'une monnaie « Simple Mesure de la Valeur des Richesses Vendues » prouvant que tout ce qui sera dit par la suite n'est pas utopique et fonctionne (Rien n'empêcherait, si on le voulait, de donner aussi à la monnaie des SEL la forme de pièces, billets ou symboles divers).

Ce système fonctionne d'autant mieux que la communauté est large et contient des compétences complémentaires permettant de subvenir aux besoins essentiels. Elle serait parfaite comme monnaie nationale, c'est pourquoi les banquiers au pouvoir ne la tolèrent que sous forme réduite et locale.

Les monnaies que l'on nous promet

Les mondialistes encore au pouvoir veulent imposer la monnaie numérique souveraine possédant les mêmes caractéristiques que la monnaie actuelle sans la possibilité d'avoir des espèces, ce qui nous mettra définitivement en

esclavage puisqu'ils la créeront et la distribueront à leur guise,
_pouvant la rendre fondante (à utiliser avant une date limite)
_ou non valable sur certains articles,
_ou non valable sur certains espaces pour limiter nos déplacements,

Ils pourront même supprimer les comptes des opposants politiques pour leur ôter toute vie sociale (cela a déjà commencé : Nigel Farage, un opposant politique anglais, s'est vu fermer son compte en banque car « ses valeurs ne correspondaient pas à celles de sa banque »; il peut encore changer de banque mais que faire s'il n'y a plus qu'une seule banque mondiale dirigée par les Rothschild?).

Ils n'arriveront certainement pas à leur fin car **les patriotes mettent en place** à leur insu **un nouveau système monétaire** dont on nous dit qu'il supprimera les fausses dettes qui nous accablent et sera de nouveau **basé sur l'or avec une sécurisation quantique des échanges** qui empêchera toutes les malversations possibles des banques actuelles.

C'est manifestement un grand progrès mais ne rêvons pas trop, ce n'est pas encore parfait :

Pourquoi être obligé de passer encore par l'Or, ce qui oblige à devoir acheter de l'Or avant même de pouvoir échanger en interne?

Pourquoi un état qui ne possède pas d'Or ne pourrait-il pas

créer de monnaie pour ses échanges internes?

On va donc considérer que la monnaie vaut le prix de l'or au lieu de considérer qu'elle vaut le temps de vie que l'on a consacré à l'acquérir.

Cela voudrait dire, si l'on veut être cohérent, que l'état donne son or quand il distribue de la monnaie

Cela veut surtout dire que l'on mélange encore les propriétés d'une monnaie-troc et d'une monnaie mesure.

Donc le capitalisme et la finance ont encore de beaux jours devant eux.

Si cette monnaie est battue par des banquiers privés, on ne fait que revenir quelques siècles en arrière, ils restent souverains.

Si cette monnaie est battue par les états, cela fera des états souverains qui pourront créer de la monnaie autrement que par la dette mais de façon limitée par leurs réserves d'Or.

Cela ne donnera aucune garantie que ces états soient démocratiques. On revient à la monnaie Or des rois, symbolique cette fois, qui place ceux qui dirigent l'état en position de souverains. Tout dépend alors des valeurs qu'auront ces souverains, s'ils seront spontanément ou non au service du peuple ou contrôlés ou non par le peuple à travers la constitution que le pays adoptera. Et il y aura toujours la tentation de créer davantage de monnaie qu'il n'y aura d'or en réserve, ce qui rendra la monnaie non fiable.

Or nous verrons qu'une monnaie simple mesure de la valeur des échanges permet un tout autre fonctionnement économique.

La vraie nature de la monnaie n'est pas de représenter une richesse possédée mais une richesse vendue, et une monnaie de ce type ne coûte rien à créer, peut être créée par l'état ou les usagers, et a des propriétés nouvelles que nous allons explorer, qui vont paraître extraordinaires tellement nous sommes habitués au mauvais fonctionnement de la monnaie.

Les incroyables vertus d'une monnaie simple mesure d'une richesse réelle produite et donnée

Nous avons vu dans le chapitre précédent qu'il ne peut exister que 4 sortes de monnaies fiables : à côté des monnaies troc auxquelles nous sommes conditionnés qui mesurent (ou sont censées mesurer) des richesses possédées au moment de leur création, il y a des possibilités de monnaies dont la valeur propre n'a aucune importance mais qui mesurent exactement la valeur des richesses produites. Ce genre de monnaie ne coûte presque rien à créer, peut être fabriquée sans s'endetter sous la forme écrite ou matérielle (pièces et billets) et elle peut donc être donnée, et non prêtée, à ceux qui le méritent,

c'est à dire ceux qui travaillent pour l'état, ou qui ont vendu une richesse réelle (bien possédé, service, transmission de savoir ou de savoir faire, tout ce qui représente un travail, un temps consacré aux autres) ou ceux qui ont besoin d'être aidés.

Mais il faut pour cela que dans chaque transaction, les 3 critères de fiabilité soient appliqués : sa création doit être étalonnée, certifiée et immuable dans l'espace et le temps. C'est ce que nous faisons pour les autres mesures : quand nous mesurons une longueur par exemple, nous avons notre propre mètre, et si nous voulons nous en souvenir, nous écrivons nous mêmes notre mesure. Si cette mesure intervient dans un échange, il est important que cette mesure soit certifiée : nous devons utiliser un mètre de même longueur que le mètre étalon et écrire la bonne mesure vérifiée par l'acheteur. Idem pour le commerçant qui pèse un légume au marché : la justesse de la balance est régulièrement contrôlée et l'acheteur peut vérifier que le poids écrit sur le ticket est le même que celui qu'il a vu sur la balance.

Pourquoi n'en serait-il pas de même pour mesurer la valeur de ce que nous échangeons?

_Il faut définir un étalon, par exemple le prix d'un article de première nécessité, (par exemple le prix du pain autrefois en France), ou d'un panel d'article de première nécessité, (celui de l'indice des prix avant qu'il ne soit truqué), ou, mieux

encore, **le temps de travail : c'est le seul étalon qui met l'humain au centre de l'économie.** Il nous fera prendre conscience que **gagner de l'argent c'est donner du temps de vie** (Il y a quelques privilégiés qui conjuguent plaisir et travail mais même dans ce cas, il faut considérer que nous ne sommes pas faits pour travailler trop : notre être a besoin d'arrêter les temps d'action pour s'épanouir).

Mais comment, diront les détracteurs, pourra-t-on calculer le prix des richesses matérielles ?

Cela nous obligera à considérer que toutes les richesses matérielles nous sont données au départ gratuitement par la Nature et que le prix qu'elles acquièrent n'est dû qu'au travail de l'homme qui les transforme. Le prix de tout article pourra se calculer de la façon suivante : prix d'acquisition des matières premières et du matériel nécessaire (qui comprend déjà le prix du travail de tous ceux qui y ont participé) + temps de travail x coefficient dépendant de la compétence et de la pénibilité = prix de vente.

_Il faut ensuite que la valeur de ce qui est échangé soit agréé par les 2 protagonistes de l'échange et que la quantité de monnaie créée soit certifiée par l'acheteur qui n'aura pas intérêt à mentir vu que cette même quantité de monnaie sera détruite sur son compte.

C'est exactement ce que nous faisons dans le système économique actuel : quand nous payons par carte bleue, il n'y a pas passage de richesse réelle d'un compte sur l'autre mais création de monnaie sur le compte du vendeur et destruction de monnaie sur le compte de l'acheteur. En fait, nous utilisons déjà notre monnaie comme une monnaie-mesure sans valeur propre alors qu'on nous a laissé croire qu'elle en a. Il n'y a pas besoin de banquiers pour faire cela, un simple logiciel est à l'œuvre et peut le faire gratuitement.

La création initiale d'argent va se faire pour ceux qui travaillent pour la collectivité, qui méritent que la valeur de leur travail soit mesuré, et la collectivité donnera en échange ce qu'il faut pour satisfaire leurs besoins, comme cela se passerait s'il n'y avait pas d'argent. Donc en réalité, il n'y a pas besoin de taxes et d'impôts pour payer leur travail. (J'ai mis beaucoup de temps à accepter ces idées tant il me semblait naturel de payer des impôts pour payer ceux qui travaillaient pour nous, mais elles deviennent logiques si on raisonne d'abord sur les échanges en jeu avant de raisonner sur la monnaie: la relation entre ceux qui travaillent pour la collectivité et la collectivité est un relation de troc si le pays est capable de subvenir à leurs besoins. Il y a échange entre le travail des uns et le travail des autres qui les nourrissent (au sens large, assurent leurs besoins). L'argent que l'on crée pour les premiers correspond à la valeur que l'on attribue à leur travail et la valeur de ce qu'ils auront le droit d'acquérir. En travaillant pour les payer, on

travaille 2 fois trop : une fois pour gagner l'argent qu'on leur donne, une deuxième fois pour les nourrir avec l'argent qu'on leur a donné. Dans le système actuel, les impôts et taxes diverses servent à acheter aux banquiers l'argent nécessaire pour les payer (et non seulement nous l'achetons mais il n'est pas à nous et ce sont les banquiers qui décident de son utilisation).

Cette monnaie peut aussi être facilement prêtée sans intérêts puisqu'elle ne coûte quasiment rien à fabriquer et que sa fabrication est un service public.

Avec cette monnaie créée par l'état, nous aurions besoin de travailler plus de 2 fois moins pour les mêmes bénéfices et ne serions pas obligés d'être dans une croissance permanente pour rembourser les banquiers. L'état ne pourrait pas être en dette interne, les seules dettes possibles seraient envers des pays étrangers si les balances commerciales ne sont pas équilibrées. L'état serait souverain et il n'y aurait plus de problèmes pour financer les services publics et tous les projets que l'état déciderait, il suffirait d'avoir la main d'œuvre pour les faire et suffisamment de producteurs pour les nourrir.

Si nous voulons aller vers une démocratie, il faut que ce pouvoir fondamental de création monétaire soit soumis à l'approbation du peuple : il faut donc que le budget de l'état

soit voté ligne par ligne au niveau national . Ce qui était impossible autrefois l'est désormais avec internet.

Bien sûr, tout le monde ne sera pas capable de le décrypter, mais, si l'information est libérée, il y aura toujours des personnes capables de le décrypter pour les autres et ne seront éventuellement modifiés ou votés que les lignes importantes : celles décidant des salaires publics, des salaires minimum et maximum, des grands projets,...C'est ainsi que les politiques ne pourraient pas vivre dans un monde à part en se votant eux mêmes des augmentations de salaire comme actuellement. C'est le peuple qui déciderait du salaire qu'il veut leur donner et dans quels projets il veut se lancer.

Ce système monétaire n'est possible que dans un pays capable de subvenir en interne aux besoins importants de sa population. Vu la dégradation volontaire de notre économie, cette monnaie ne pourra être que complémentaire dans un premier temps mais elle permettra une réindustrialisation très rapide.

Cette monnaie interne n'empêche pas de commercer avec les autres états mais cette fois sur le principe du troc en essayant à chaque fois d'équilibrer les balances commerciales comme cela se faisait autrefois et comme cela a voulu se faire après la dernière guerre avec les accords de La Havane signés par 53 états. Ces accords ont capoté à cause des États Unis qui ont

imposé le «libre échange» (le libre échange n'est libre que pour les multinationales mais détruit les économies internes qui ne sont plus protégées). **En imposant le dollar comme monnaie mondiale, les USA sont devenus de fait depuis 1945 les souverains de tous les états** : on a vu comment ils ont pu se permettre d'infliger des amendes monstrueuses à des entreprises étrangères qui ne respectaient pas leurs diktats de boycott.

Plus exactement ce n'est pas l'état américain qui est le véritable souverain, ce sont les propriétaires de la «Réserve Fédérale» qui sont des banquiers privés. L'État américain est tout autant endetté que les autres auprès de celle-ci.

Cette domination est en train de changer car les BRICS abandonnent le dollar pour revenir au principe d'échanges dans les monnaies nationales.

Le taux de change entre les monnaies de 2 pays doit donc être déterminé politiquement en fonction par exemple du revenu minimum vital ou du salaire médian de chaque pays et non pas décidé par les financiers.

Une telle monnaie rendrait l'état souverain et a déjà existé, en Russie du temps des tsars par exemple. Mais en utilisant cette monnaie de façon démocratique, nous pourrions faire encore plus social que les tsars.

Une monnaie internationale neutre serait possible à condition qu'elle soit différente de celle des états membres, étalonnée sur la valeur moyenne des revenus minimum vitaux de chaque état membre, avec une banque centrale mondiale gérée par l'ensemble des états membres.

Comment rendre un état à la fois social et libertaire

Devant toutes les charges que nous impose l'état pour des bénéfices de moins en moins évidents, certains en viennent à vouloir supprimer l'état, comme Javier Milei en Argentine.

Or, en supprimant l'état, c'est à dire toutes les régulations, en imaginant que la loi du marché amènera à un état d'équilibre harmonieux, on ne fait que rêver car la loi du marché, associée au « libre échange » est ce qui permet aux négociants d'écraser le producteur honnête : au lieu d'être payé normalement en fonction de son temps de travail, il est mis en concurrence avec des producteurs d'un autre pays dont le niveau de vie est très inférieur ou qui se préoccupe moins de la qualité de l'environnement et va être obligé de s'épuiser au

travail, ou faire faillite, ou baisser lui aussi ses exigences de qualité. Au contraire, si le pays est souverain et protège ses citoyens, il interdira les pratiques destructrices (surtout alimentaires), quitte à faire payer plus cher les produits pour que les producteurs aient un salaire décent avec moins de produits. Pour les protéger, il taxera les produits étrangers ayant ces mauvaises pratiques. Le bien vivre dans un pays ne se mesure pas avec le PIB : si le peuple travaille dans des conditions qui le rendent malade et que cela nécessite des soignants et des industries pour le soigner, le PIB augmente, pas le bonheur de vivre.

Ce n'est pas parce que nous vivons une mauvaise expérience de ce que peut être un état en ce moment qu'il faut supprimer toute idée d'état. De nombreux états actuels ne jouent plus leur rôle de protection de la population parce qu'ils sont corrompus et au service de puissances d'argent étrangères. Si nous reprenons le contrôle de la création monétaire, nous enlevons tout pouvoir à ces puissances néfastes et pouvons réfléchir à quel genre d'état nous voulons créer, un état qui soit véritablement au service du peuple et qui garantisse que la liberté de chacun soit respectée.

Nous avons vu aux chapitres précédents que déjà, grâce à la monnaie SMVRP (Simple Mesure de la Valeur des Richesses Produites) créée par l'état ou les usagers, l'état n'est plus une charge financière mais un pourvoyeur de travail et d'argent, ce

n'est plus un collecteur d'impôts mais un consommateur des productions, il n'est plus à imposer ses lois mais à obéir aux nôtres. **C'est à nous de décider le système économique que nous voulons.**

_Les échanges peuvent être libres et de gré à gré: c'est le producteur qui décide de la valeur de l'échange et du prix de son heure de travail puisque la monnaie SMVE est étalonnée sur le temps de travail multiplié par un coefficient personnel dépendant de la qualification ou de la pénibilité (il faudra décider d'un minimum et d'un maximum pour limiter les inégalités). Il paraît donc normal que ce soient ceux qui échangent qui créent et détruisent la monnaie en fonction de leur accord.

_Les échanges ne donnent lieu à aucun impôt ni taxe systématique (on peut imaginer des taxes sur certains produits dont on veut limiter la consommation, des produits toxiques par exemple qui vont nécessiter des soins).

_Tout le monde n'a pas les mêmes besoins d'échanges et donc d'argent: celui qui vit presque en autarcie n'a pas besoin de gagner autant que celui qui travaille tout son temps dans un domaine très spécialisé et doit se fournir chez les autres pour assurer ses besoins. La part de travail que l'on fait pour soi n'a pas besoin de monnaie alors que celle qui est faite pour les

autres en a si ce travail nous a coûté de le faire. Imaginer le même revenu pour tous n'est pas réaliste.

_Il faut favoriser la liberté d'entreprendre en simplifiant les formalités administratives et en supprimant les charges inutiles.

_Il faut empêcher que ceux qui ne produisent rien soient en position de soumettre ceux qui produisent à leur volonté, donc limiter le droit de propriété à la propriété d'usage.

_Permettre le droit au logement et à la nourriture pour tous.

Comment faire entrer nos désirs d'organisation sociale dans le système économique?

Ce système monétaire SMVRP nous autorise à créer gratuitement de la monnaie pour ceux qui travaillent pour la collectivité, c'est à dire les fonctionnaires des services publics, les politiques, et tous ceux engagés dans des chantiers d'intérêt collectif.

Il permet également de prêter sans intérêts à toutes les entreprises se créant dans l'intérêt de l'état, y compris à l'état lui même.

Cette façon de faire permet d'introduire directement de la monnaie pleine dans le système de façon cohérente puisque

correspondant à un travail. Cette monnaie ainsi créée sans dette va s'écouler vers ceux qui produisent pour finalement se répartir sur tous. Cela va booster l'économie du pays.

Cela augmente constamment la masse monétaire : c'est parfait au début, en période de reconstruction ou en période de récession mais il y aura peut-être un moment où il faudra créer un trop-plein pour que ce qui déborde serve à diminuer la masse monétaire créée. Il ne faut pas que chacun ait trop d'argent, au-delà de la satisfaction de ses besoins, car cela favorise l'inflation et le gaspillage ou la corruption. Ce trop plein peut être un impôt progressif sur les hauts revenus ou la création d'un revenu maximum autorisé associé à un capital maximum autorisé. La création monétaire s'arrêtera automatiquement lorsque tous ceux qui le voudront ou le pourront auront atteint le revenu maximum autorisé. On peut aussi imaginer que dans le cas des services publics, les infrastructures, qui appartiennent à la collectivité, soient construites par création monétaire mais que leur entretien soit payé par les usagers : par exemple, construction des autoroutes gratuite mais entretien payé par des taxes sur l'essence (sans comparaison avec les taxes actuelles); pour les chemins de fer, construction du réseau et des trains assuré par l'état, les usagers ne payent que l'entretien;

Il y en aura toujours qui ne pourront pas équilibrer leurs échanges, les malades, chômeurs, handicapés par exemple.

Pour ceux-là, il faudra envisager un don, un revenu de base financé par création monétaire, qui demandera un peu plus de travail aux producteurs, mais rémunéré.

Exemple chiffré:

Supposons que nous mettons en place une monnaie SMVRP étalonée sur le temps de travail, de valeur équivalente à l'euro actuel, un nouveau Franc, noté F

Imaginons que la valeur de l'heure de travail, décidée par le producteur ou par la communauté pour ceux qui travaillent pour elle, puisse varier sur une échelle de 1 à 10, disons pour simplifier entre 10 et 100F. (Cela peut aussi être de 1 à 20, c'est à décider collectivement. Cette deuxième possibilité était celle préconisée aux plus grandes heures du capitalisme triomphant par un de leurs plus grands représentants, le banquier JP Morgan. Depuis, les plafonds n'ont cessé d'augmenter pour atteindre des valeurs délirantes actuellement)

Pour un travail à temps plein de 30h par semaine (on pourra de façon certaine travailler moins pour gagner plus), le salaire mensuel peut varier de 1200 à 12000F. Notons qu'il n'y a pas d'impôts, beaucoup moins de cotisations diverses et pas de TVA sur ce qu'on va acheter. Cela correspond donc à des salaires actuels de 1440 à plus de 20000F

Supposons que l'on évalue le Revenu minimum Vital à 1000F distribué à tous sous la forme d'un revenu de base inconditionnel: cela règle le problème de ceux qui ne peuvent pas produire (handicapés, chômeurs, malades,...) et porte le SMIG (Salaire minimum Interprofessionnel Garanti) à 2200F et le RMA à 21 000 (ou 42 000 si on prend de 1 à 20)

Le RMA (Revenu Maximum Autorisé) induit forcément un Capital Maximum Autorisé : celui que l'on peut accumuler en vivant avec le RmV (Revenu minimum Vital) toute sa vie active et en capitalisant son salaire, soit environ 500 fois le RMA, soit 6 000 000F (ou 12 000 000) si on prend de 1 à 20. Cette somme inclut la valeur de la maison, des outils de travail, des objets possédés et l'argent épargné. Elle est largement suffisante pour la grande majorité d'entre nous.

Comment évoluent les cotisations qui grevaient le revenu brut:

_Les cotisations sociales payaient des personnes qui sont au service de la collectivité et qui peuvent donc être payés par création monétaire ou directement.

_Les cotisations chômage sont prises en charge en partie par le RBI (Revenu de Base Inconditionnel). Ceux qui sont habitués à un salaire très supérieur et souhaitent des indemnités de chômage plus importantes doivent souscrire à une assurance chômage complémentaire.

_Idem pour les retraites: prendre une complémentaire retraite si le RBI ne suffit pas (tout le monde à ce stade doit pouvoir être propriétaire de son logement).

Certains vont dire que l'état en prend trop à sa charge, d'autres pas assez. En fait la quantité de monnaie pouvant être créée sans créer d'inflation dépend des capacités de production du pays. Nos gouvernements depuis des dizaines d'années s'évertuent à détruire nos capacités de production, les prévisions actuelles pour redémarrer sont donc minimalistes mais il est certain que cela va faire redémarrer l'économie interne très fort et que tout ce qui précède pourra être calculé avec des chiffres plus précis au bout de la première année. Les chiffres donnés par le système actuel ne sont guère utilisables.

La grille des salaires de ceux qui travaillent pour l'état, préparée par des commissions interprofessionnelles, doit être votée dans le budget, en particulier pour les politiques: il est anormal qu'ils puissent se voter eux-mêmes leurs propres augmentations de salaire. Leur salaire devrait se situer au niveau du salaire médian (autant de personnes qui gagnent moins que de celles qui gagnent plus), ce qui les motiverait à travailler pour l'ensemble du peuple et non pour les plus riches.

Droit au logement

Si nous pensons que tout le monde a droit à un logement, quelle que soit sa situation, il faut en donner les moyens à tout le monde: cela pourrait se concrétiser par le don de la valeur d'un logement correct pour toute personne le demandant lorsqu'elle est dans la vie adulte. Si elle souhaite un logement de plus grande valeur, elle peut prendre en plus un prêt d'état sans intérêt.

Par contre, au moment du décès, ses héritiers devront rendre à l'état la valeur donnée au départ s'ils la vendent.

Droit au don des outils de travail

Les compagnons autrefois pouvaient faire don de leurs outils de travail à ceux qui prenaient leur place. Il semblerait logique que l'outil de travail puisse se transmettre gratuitement par héritage (dans ce cas l'héritier pourra être choisi en dehors de la famille) ou bénéficier sinon d'un prêt gratuit ou même d'un don.

Ce qui paraît inimaginable aujourd'hui pourrait se réaliser très simplement sans rien coûter à l'état.

Cas des entreprises:

Avec la suppression de la création monétaire par des banquiers privés et la règle de la propriété d'usage, il ne pourra plus y avoir de gros capitalistes pouvant acheter plusieurs entreprises grâce à des prêts bancaires. Ceux qui auront trop d'argent et voudront aider une entreprise pourront toucher une part des bénéfices mais n'auront aucun pouvoir sur le fonctionnement de l'entreprise. Pour les entreprises d'intérêt public, l'état pourra prêter à taux zéro. Conformément à la propriété d'usage, une entreprise ne pourra appartenir qu'à ceux qui y travaillent.

Ceux qui voudront créer une entreprise auront droit au démarrage à des prêts gratuits et seront propriétaires de cette entreprise tant qu'elle n'atteindra pas une valeur trop importante à déterminer. La création d'entreprise sera beaucoup plus facile avec beaucoup moins de formalités administratives et de charges salariales, ce qui les rendra facilement plus compétitives au niveau international. Elles seront protégées en France par des taux de change du Franc déterminé politiquement. Le patron touchera son salaire dans les limites autorisées mais ne possédera pas les bénéfices qui, s'ils ne sont pas réinvestis devront être répartis entre les salariés et les éventuels actionnaires, ou sinon placés dans une caisse de secours qui pourra être utilisée en cas d'année déficitaire. Les salariés pourront avoir des parts et bénéficier

aussi d'allocations et de prêts à taux zéro pour acquérir ces parts. Lorsque le fondateur quittera son entreprise, il ne pourra vendre que ses parts, à ses employés ou à un repreneur, uniquement si celui-ci prend sa place et est accepté par les salariés. S'il part en retraite, un héritier direct héritera sans frais uniquement s'il y travaille, sinon c'est l'ensemble des salariés qui héritent, également sans taxes ni impôts. On peut aussi imaginer qu'il puisse choisir un héritier hors de sa famille si celui-ci est accepté par les salariés.

Ainsi l'entreprise appartiendra toujours de fait à ceux qui y travaillent.

Dans le cas d'une propriété agricole reprise par le fils quand son père atteint l'âge de la retraite, le père gardera la propriété de sa maison jusqu'à sa mort mais ne pourra garder celle de la ferme dont le fils héritera sans frais. Si aucun héritier direct ne veut reprendre la succession, il pourra choisir un héritier hors du cercle familial ou la revendre en remboursant la valeur de base. Sinon, la ferme reviendra à l'état qui la redistribuera à des postulants fermiers selon le même principe que pour la maison d'habitation : don d'une valeur moyenne et prêt gratuit pour le complément.

Pour empêcher à la fois la bureaucratie de l'état et la prise de pouvoir du privé sur le public, il faudrait qu'il y ait dans tous les domaines une saine concurrence entre les entreprises

publiques, à la gestion transparente et non alimentée par création monétaire, et le privé. Si le privé peut faire mieux que le public, il gagnera plus mais pas dans des proportions énormes.

Par contre, tout ce qui sert à organiser la vie en société, comme la monnaie, les routes et autoroutes, la distribution de l'électricité, du gaz, des télécommunications, de la nourriture, doit être sous le contrôle de l'état, lui même sous le contrôle du peuple.

Utopique ce programme? Aucunement, il serait possible dès aujourd'hui si un gouvernement autoritaire, mais désirant le bien du peuple prenait le pouvoir.

Si nous voulons construire une démocratie, il faudra en plus que ce gouvernement soit doté d'une constitution qui permette au peuple à l'avenir de contrôler les différents pouvoirs.

Un fonctionnement démocratique n'est pas possible actuellement car la majorité de la population vit depuis trop longtemps au milieu de mensonges qui l'empêchent de prendre des décisions cohérentes. Il faut d'abord libérer l'information pour que le peuple retrouve son identité.

Pour ceux qui ne sont pas prisonniers des mensonges, nous pouvons commencer par essayer de définir notre identité de Français et commencer à écrire la constitution que nous

souhaitons voir advenir. Et si nous étions nombreux à y adhérer, ce serait une façon plus démocratique de prendre le pouvoir.

Reconstruire notre identité

Nous sommes à la fin d'une guerre où nous avons été vaincus très profondément, jusqu'à perdre notre identité.

On nous a fait perdre notre identité de multiples façons :

_En détruisant volontairement notre économie : vente bradée de nos industries de pointe aux étrangers, destruction des petites entreprises par des charges inconsidérées, destruction de notre agriculture et des plus pauvres par des règlements abscons ,...

_En nous imposant une immigration massive de telle façon que les immigrés ne s'intègrent pas mais imposent leur propre culture. Cela est encouragé par le « gouvernement » qui les subventionne aux dépens des français et par la « justice » qui ne les punit pas lorsqu'ils font des actes délinquants.

_En imposant dans les médias une vision multi ethnique de la France.

_En touchant jusqu'à notre identité sexuelle, en favorisant les

changements de sexe pour les enfants, en installant des transgenres un peu partout.

_En nous rendant malades à vie par les vaccins, par une mauvaise nourriture industrielle, par la pollution de l'air, de l'eau et de l'éther (pollution électromagnétique).

_En nous faisant vivre constamment dans la peur : peur d'un virus, peur de la dette, ...

_En donnant l'image à l'étranger d'une France dégénérée et ridicule.

Nous reconnaissons là la victoire des valeurs anti-chrétiennes sur les valeurs chrétiennes. Les 2 étant antinomiques, nous devons faire un choix, affirmer quelles sont nos valeurs et les imposer. La France s'est caractérisée au temps de sa grandeur par des valeurs chrétiennes. Il n'est pas question d'imposer à nouveau la religion catholique mais un système de valeurs dont tout groupe humain a besoin pour être cohérent. Nous pourrions nous mettre d'accord sur une charte de valeurs inspirée de valeurs chrétiennes et reprenant les grandes idées de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, qui est censée chapeauter notre constitution mais n'est jamais appliquée.

Voici par exemple une charte de nos valeurs fondamentales, qui, si elle est appliquée par suffisamment de Français, nous permettrait de reprendre possession du droit et de la justice.

Charte de nos valeurs fondamentales

Nous sommes des êtres humains libres et égaux en droit.
Les différences sociales ne peuvent reposer que sur le mérite dûment prouvé.

Notre droit civil est supérieur aux droits commerciaux et repose sur des principes moraux :

_ne pas tuer ou nuire à autrui, sauf en cas de légitime défense.
_ne pas violer, c'est à dire pénétrer dans l'espace intime d'une personne sans son consentement en profitant d'une supériorité physique, d'une position d'autorité ou d'un dol.

Nul ne peut être soumis à autrui sans un consentement libre et éclairé sauf lorsqu'il transgresse ces lois fondamentales.

La fonction des autres lois est uniquement de permettre une meilleure organisation sociale sans que la liberté des uns ne nuise à la liberté des autres.

Elles doivent être identiques pour tous, soit qu'elles protègent, soit qu'elle punissent.

Tous les citoyens ont le droit de concourir personnellement à leur formation.

Les sanctions ont pour fonction de contenir et réparer si possible. Elles ne peuvent en aucun cas être disproportionnées au délit.

Nul ne peut être amputé par la loi d'une partie ou de toute sa liberté s'il n'a pas été rigoureusement prouvé que cette liberté est dangereuse pour autrui, ou pour le groupe, ou pour ce qui permet la vie sur terre.

Notre société respecte la « loi naturelle », tant du point de vue physique et biologique que du point de vue des organisations humaines.

Nous respectons le vivant sous toutes ses formes et n'intervenons qu'en évitant de détruire les équilibres naturels. Nous refusons l'usure sous toutes ses formes.

La première société naturelle est la famille constituée des parents géniteurs et de leurs enfants. Les enfants doivent être respectés et protégés. Aucun enfant ne peut être arraché à sa famille sans son consentement ni faire l'objet d'actes marchands.

Ne peuvent appartenir à notre société que ceux qui respectent cette charte des valeurs fondamentales, quel que soit le sexe, la religion ou la qualité d'immigrant.

Faire sécession

Si nous sommes nombreux à l'appliquer, et nous pouvons le faire dès maintenant en refusant tout ce qu'on veut nous imposer en contradiction avec nos valeurs, nous créerions une véritable force d'opposition. Nous pouvons même avoir des arguments pour justifier que nous changeons de société et n'appartenons plus à la société « République Française » :

_Celle-ci n'est plus qu'une société commerciale sous la coupe des banquiers qui nous prennent en otage par les documents qui sont remplis à notre naissance. Nous pouvons renoncer à ce contrat acquis par dol (tromperie).

_D'après l'article 16 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, déclaration mise en préambule donc plus importante que tout ce qui suit, « *tout état qui n'a pas de séparation des pouvoirs n'a plus de constitution* ». Il n'y a plus officiellement de séparation des pouvoirs depuis que Manuel Valls a mis officiellement la justice sous les ordres de l'exécutif, donc nous n'avons plus de constitution valide et nous devons en appliquer une autre. Nous pouvons même commencer à écrire une charte constitutionnelle (voir plus loin), embryon de la future constitution, qui peut suffire à être le programme du nouveau gouvernement que nous choisirons parmi nos membres.

Lorsque nous serons suffisamment nombreux, la désobéissance coordonnée fera tomber l'état actuel de lui

même car cet état ne tient illégalement que par notre obéissance.

Programme qui pourrait être mis en œuvre par le gouvernement de transition

Ce gouvernement ne pourra pas être proposé aux Français dans la structure républicaine qui est trop verrouillée. Ceux qui voudront créer un parti remettant en cause notre sujétion à l'UE et à l'empire américain seront empêchés d'atteindre les élections, comme cela est arrivé à M.Asselineau qui voulait sortir de l'UE et de l'OTAN : pressions sur les maires pour qu'ils ne donnent pas leur parrainage, image négative ou invisible donnée dans les principaux médias, truquage des intentions de vote dans les sondages pour encourager le vote « utile » vers des partis leurre promettant des changements qu'ils se garderont bien d'appliquer, voire truquage des résultats des élections comme cela a été vraisemblablement le cas pour la dernière élection de M. Macron.

Il faudra attendre que ce gouvernement s'écroule de lui même grâce à notre refus de coopérer ou s'écroule en même temps que l'U.E, ce qui va très probablement se produire avec l'arrivée de M.Trump aux U.S.A.

Il faut que le nouveau gouvernement se fasse élire par un vote que nous organisons nous-mêmes avec un programme comprenant la Charte des Valeurs Communes et une nouvelle constitution, au moins une charte constitutionnelle.

Écrire une nouvelle constitution paraît un tâche monstrueuse à beaucoup qui ne se sentent pas compétents au niveau juridique mais elle n'a pas à être conforme au droit actuel puisque la Charte des Valeurs Communes va permettre de refonder le droit et réorganiser le système judiciaire. Etienne Chouard montre dans ses ateliers constituants qu'écrire une nouvelle constitution est accessible à tous. Mais trop peu de Français sont mobilisés actuellement pour qu'une constitution puisse se construire de la sorte dans un délai raisonnable.

Je propose donc une « Charte Constituante », sorte de constitution simplifiée, embryon d'une future constitution plus complète qui sera écrite pendant la transition, à la fois compréhensible par tous mais suffisamment précise pour permettre de construire ce qui est dit dans le chapitre « un état à la fois social et libertaire »

Charte constituante

Préambule

Notre organisation sociale est démocratique au sens où il y a un contrôle citoyen des différents pouvoirs.

De façon générale, les personnes élues à un poste de responsabilité, possédant un pouvoir par rapport à d'autres personnes, le sont avec un mandat impératif et doivent pouvoir être choisies, mandatées et révoquées par ceux sur qui ce pouvoir s'exerce.

Les élections se font de préférence par la méthode du jugement majoritaire pour des candidats ayant strictement le même accès à l'information, choisis par les électeurs dans un panel de volontaires ayant apporté des preuves de leur capacité.

Les charges ne demandant pas de compétences particulières (justice, conseil constitutionnel entre autres) peuvent être choisies par tirage au sort pour un temps déterminé.

Contrôle citoyen du droit et du respect de la constitution

Tout le Droit constitutionnel est à refonder en s'appuyant sur la Charte des Valeurs Fondamentales qui s'applique partout en attendant.

La justice est rendue en s'appuyant sur celle-ci

_soit par un juge élu en première instance de conciliation,

_soit par un juge élu accompagné d'un jury tiré au sort et sans lien d'intérêt avec les parties en deuxième instance,

_soit, au niveau national, par une cour suprême (ou conseil constitutionnel, ou conseil des sages) composé en majorité de citoyens tirés au sort.

Les peines sont très libres en fonction de chaque cas particulier.

Les sanctions doivent permettre réparation lorsque cela est possible.

Le droit ne s'applique qu'à des individus, aucune société anonyme ne peut posséder des droits équivalents.

Le conseil constitutionnel, qui joue aussi le rôle de cour suprême, est composé de quelques personnalités élues associées à une majorité de citoyens tirés au sort, (nombre à préciser), pour une durée déterminée. Il est aussi en charge de rédiger ou faire rédiger une constitution plus complète en accord avec cette charte qui devra être soumise à référendum avec une majorité de 2/3 des votants pour être adoptée.

Contrôle citoyen de l'exécutif

Les ministères sont élus séparément au jugement majoritaire après avoir été sélectionnés par leur base en fonction de leur programme et de leur compétence.

Le président est élu au suffrage universel, il coordonne les ministères et représente la France à l'étranger.

Ils sont élus pour 5 ans, mandatés pour un programme, et révocables à tout moment par RIC (référendum d'initiative citoyenne) si ce programme n'est pas appliqué.

Le cumul entre une charge au service de l'état et des intérêts privés est strictement interdit, y compris s'il est décalé dans le temps.

Gestion citoyenne du législatif

Les lois peuvent être proposées par l'exécutif, le conseil constitutionnel ou des commissions citoyennes spontanées comprenant des représentants de toutes les parties en jeu. Elles sont soumises à l'appréciation du public puis, au bout d'un certain nombre de pré-votes positifs, soumises au conseil constitutionnel qui, s'il les juge conforme, organise un vote par les individus concernés ou un RIC à la majorité des 2/3.

Ne peuvent voter que les citoyens français.

Contrôle citoyen de la citoyenneté

Pour être citoyen français, il faut être né de parents français, ou être né en France, et y avoir passé au moins 6 ans de son enfance.

Les immigrés, en particulier ceux introduits illégalement en France par les gouvernements précédents ne pourront y rester que s'ils sont acceptés par des français de souche (plusieurs générations), y travaillent et se comportent en accord avec notre charte des valeurs communes.

Ceux désirant acquérir la citoyenneté française doivent avoir vécu jeune ou travaillé au moins 6 ans en France et/ou avoir le niveau du nouveau certificat d'études primaires.

Contrôle citoyen de la police

La police est élue indépendamment de l'exécutif, possède sa propre organisation, travaille en collaboration avec l'exécutif et la justice, mais est soumise à la charte des valeurs communes. Donc elle peut être poursuivie en justice par n'importe quel citoyen si elle la transgresse.

Contrôle citoyen des forces armées

L'armée possède sa propre organisation dirigée par des chefs élus.

Le rôle de l'armée est de protéger la nation et le peuple des emprises étrangères.

Elle est au service du peuple, ne peut intervenir à l'étranger qu'après référendum organisé par le conseil constitutionnel mais peut intervenir sur demande du même conseil dans le pays en cas d'invasion étrangère ou si des traîtres à la nation se sont mis au service d'une puissance étrangère.

Gestion citoyenne de la création monétaire

La monnaie nationale qui sert à mesurer la valeur de certains de nos échanges est du type SMVRP (Simple Mesure de la Valeur des Richesses Produites), et est étalonnée sur le temps de travail.

Elle ne peut être créée que gratuitement, uniquement par notre Banque Centrale, de façon proportionnée aux besoins et aux productions, pour ceux qui travaillent pour la communauté ou pour ceux qui ont besoin d'être aidés par la communauté.

Le peuple élit et mandate les administrateurs de la Banque Centrale et vote le budget.

Sa parité avec les autres monnaies se décide dans chaque cas au niveau politique avec le pays concerné en fonction des

étalons respectifs ou du niveau des échanges.
Les changes sont contrôlés par la Banque Centrale.

Gestion citoyenne des inégalités sociales

La valeur du travail de chacun est calculée par son temps, en heures, multiplié par un coefficient personnel auto attribué (ou décidé par la communauté pour ceux qui travaillent pour elle), qui dépend de la qualification ou de la pénibilité. Ce coefficient est compris entre un minimum et un maximum déterminés par référendum. Il y a donc un revenu minimum et maximum associé à un capital maximum autorisé qui sont déterminés par référendum.

Cette valeur du travail s'ajoute à un revenu universel de base permettant à ceux empêchés de travailler d'assurer leurs besoins fondamentaux.

Gestion citoyenne de la propriété privée

Le droit de propriété est limité à la propriété d'usage: maisons habitées ou louées, biens personnels, instruments de travail. Tout citoyen a droit de posséder un logement et bénéficier d'un don de l'état pour cela, qui sera rendu à l'état après sa mort si ses héritiers la revendent. Il en est de même pour les instruments de travail.

Nul étranger ne peut posséder une partie du territoire français.

Gestion citoyenne des entreprises

Le droit d'entreprendre est un droit fondamental qui doit être encouragé par des simplifications administratives et un allègement des charges.

Les entreprises ne peuvent appartenir qu'à ceux qui y travaillent.

Le premier créateur d'une entreprise la possède entièrement jusqu'à ce que sa valeur atteigne le capital maximum autorisé. Au delà, il doit impérativement donner des parts à ses salariés. Les entreprises privées d'intérêt public peuvent bénéficier de prêts sans intérêt de l'état.

Les salariés peuvent bénéficier de dons de l'état ou de prêts sans intérêts pour acheter des parts.

Les éventuels actionnaires privés qui ne travaillent pas dans l'entreprise n'ont aucun droit de propriété ni de pouvoir décisionnel dans l'entreprise mais peuvent bénéficier de la répartition des bénéfices au même titre que les salariés actionnaires.

Lorsque le créateur d'une entreprise la revend, il ne peut revendre que sa part et son successeur doit être accepté par les salariés qui sont prioritaires pour le rachat. S'il décède, son

héritier désigné ne peut prendre sa place que s'il travaille dans l'entreprise et est accepté par les salariés.

Les entreprises françaises sont protégées de la concurrence étrangère par des droits de douane (automatiques de par la parité des monnaies) et peuvent bénéficier de prêts gratuits. En dehors des monopoles d'état (gestion de l'énergie, de la monnaie, des services publics), il y a par contre une saine concurrence entre les entreprises publiques et les entreprises privées.

Gestion citoyenne de la liberté d'expression

Tout citoyen a le droit de s'exprimer librement mais la liberté d'expression n'est pas la liberté de parole : nous devons rechercher la vérité sans dissimuler nos intentions. Les paroles mensongères ou manipulatrices visant à nuire à autrui sont interdites et doivent être dénoncées.

Les dénonciateurs ne peuvent être punis et doivent être protégés.

Les médias d'information doivent être indépendants les uns des autres et ne peuvent être financés que par leurs auditeurs.

Gestion citoyenne de l'éducation

Ce sont les parents qui sont responsables de l'éducation de leur enfant : l'état ne peut les aider que s'ils le demandent ou sont déchus de leur droit par décision de justice à cause de mauvais traitements prouvés.

En conséquence, ni l'école, ni les vaccinations pour y aller ne peuvent être obligatoires.

L'école est avant tout un lieu de socialisation qui doit aider chaque enfant à développer au mieux ses potentialités. Une grande liberté est laissée aux enseignants qui sont élus et révocables par les usagers.

Après un certificat d'études primaires contrôlant que les bases sont acquises concernant la langue, l'orthographe, le calcul et le raisonnement logique ainsi que les connaissances de vie pratique, les différentes filières d'apprentissage peuvent être très diversifiées.

Dans tous les domaines, les filières d'état sont gratuites.

Gestion citoyenne de la santé

Nous sommes en grande partie responsables de notre santé et libres de nous soigner avec les méthodes de notre choix. En conséquence l'état ne peut nous imposer aucun acte médical sans notre consentement individuel libre et éclairé. Il ne peut que contraindre à l'isolement ceux atteints d'une maladie prouvée très contagieuse pour laquelle il n'existe pas de traitement.

L'état ne prend en charge que les hospitalisations et les maladies nécessitant des soins trop coûteux.

Les soignants travaillant en libéral, quelle que soit leur discipline, doivent publier leurs formations et leurs compétences ainsi que leur tarif, pour permettre un libre choix des consultants.

Cette charte s'impose à toute constitution, présente et à venir, à tout contrat ou traité passé, présent et à venir. Tous les codes actuels doivent être revus pour être en accord avec cette charte.

Les politiques ayant ratifié des contrats ou traités contraires à l'intérêt national peuvent être poursuivis en justice pour crime de haute trahison et ces contrats ou traités dénoncés.

Ceux ayant créé de la fausse monnaie doivent annuler les

dettes de ceux à qui ils ont prêté et restituer les biens acquis frauduleusement.

Elle s'applique dès qu'elle est votée par une majorité de citoyens français avec, pour la faire appliquer, un conseil constitutionnel en majorité tiré au sort et un gouvernement de transition élu pour 5 ans en même temps.

Elle ne peut être modifiée que par référendum avec une majorité des 2/3.

Quel avenir possible ?

Supposons maintenant que ce nouveau gouvernement arrive, soit par la force si les forces de l'ordre et l'armée le soutiennent, soit par un énorme mouvement populaire. Il va immédiatement être attaqué par les médias et par les puissances d'argent: chantage à la dette pour nous mettre en faillite. C'est là qu'il est important de mettre tout ce qui concerne la création monétaire dans la charte car, dans le

nouveau droit, la dette est une escroquerie qui mérite un audit et toute la partie création monétaire par les banquiers ne sera pas à rembourser. La première chose à faire est donc de créer une nouvelle monnaie uniquement française pour permettre à l'économie de redémarrer à l'abri des influences étrangères. Cela peut se faire très rapidement : il suffit que chaque français ouvre un compte supplémentaire directement sur la Banque Centrale (on pourra renationaliser une banque, par exemple la banque postale pour faire ses succursales). Il pourra y gérer ses francs de la même façon qu'il gère les euros, avec une monnaie scripturale convertible en billets et pièces, et un système équivalent à la carte bleue américaine. Même si les francs et les euros ont des valeurs sensiblement égales au départ, les francs ne sont pas à priori convertibles en euros mais les euros correspondant à un travail fait en France sont convertibles en francs. La différence est que toutes les transactions faites en francs sont dispensés de TVA et d'impôts sur le revenu. Tous ceux qui travaillent pour l'état, fonctionnaires, politiques, santé publique, services publics, sont au début payés en francs par création monétaire et dépensent ces francs chez des producteurs français. Le Franc ne coûte pratiquement rien à produire donc peut être donné, il n'est pas une monnaie vide au moment de sa création puisqu'il symbolise la valeur d'un travail effectué et ne nous met pas en dette puisqu'il est produit par l'État. L'État n'a donc pas besoin de lever taxes et impôts pour payer ceux qui travaillent pour lui. Il faudra voter très rapidement la valeur du

salaire horaire minimum et du salaire horaire maximum autorisé, ainsi que du capital maximum autorisé puisque le franc sera étalonné sur le prix minimum de l'heure de travail.

Ainsi boostée, l'économie va redémarrer très rapidement: les artisans et entreprises ne seront plus écrasés par les charges et pourront bénéficier de subventions ou de prêts sans intérêts.

En même temps que l'économie, le gouvernement provisoire pourra mettre en place les structures prévues par la charte constituante :

_la réforme du droit et de la justice avec la mise en place d'un conseil constitutionnel populaire,

_la mise en place d'un système informatique sécurisé et open source pour permettre de voter sur les différentes lois proposées, sur le budget, ainsi que les différentes élections.

Voici ce que cela pourrait donner dans quelques années.

Entretien avec M. Martin en 2050

A la fin de la troisième guerre mondiale en 2025, qui se termina par la victoire des patriotes sur les mondialistes, le

monde fut divisé en 3 blocs, 3 empires, américain, russe et chinois. La France, qui avait fini par être détruite économiquement et culturellement par le dernier quinquennat de M. Macron allait être rattachée à l'empire américain lorsque, dans un dernier sursaut patriotique, un conseil national de libération organisa un référendum sur une nouvelle charte constitutionnelle démocratique qui destituait de fait toute la classe politique précédente et organisait le pays sous de nouvelles valeurs (voir les chapitres précédents). Nous retrouvons M. Martin dans sa jolie maison en 2050. Il avait 25 ans à l'époque et a pu vivre toute la transition,

Parlez nous de votre vie actuelle

J'ai choisi d'avoir une maison avec un grand jardin de façon à avoir une certaine autonomie alimentaire. J'ai pu en trouver une qui ne demandait pas un gros prêt complémentaire de la subvention d'état. J'ai donc moins besoin de travailler par ailleurs et cela me laisse plus de temps avec ma famille pour les loisirs.

Comment pouvez-vous financer tout cela?

Nous avons décidé par référendum que le droit au logement était un droit essentiel pour tous. Donc, à l'entrée dans la vie active, nous avons tous droit au don du prix d'un logement de valeur moyenne. J'ai choisi une maison plus grande et payé le complément grâce à un prêt sans intérêts de la Banque Centrale.

Nous avons aussi droit au don de nos premiers outils de travail. Comme j'ai choisi d'être salarié dans une entreprise, l'état a payé ma part de copropriété. Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle constitution, les entreprises ne peuvent appartenir qu'à ceux qui y travaillent.

Ce salaire s'ajoute au revenu de base inconditionnel qui permet de vivre à minima même lorsqu'on ne travaille pas. Je peux aussi gagner de l'argent en vendant mes productions ou en rendant service à mes voisins, l'état n'intervient pas dans ces transactions qui se font de gré à gré, sans taxes ajoutées.

[Mais où l'état trouve-t-il tout cet argent?](#)

Il ne le trouve pas, il le crée en fonction des besoins et des capacités de production de la collectivité : la collectivité possède l'ensemble des constructions et des entreprises (j'entends par collectivité l'ensemble des individus et des possessions du pays, pas une entité supérieure à eux telle que l'État). Dans la collectivité, il y a ce que nous possédons

individuellement (maison, entreprise) et ce que nous possédons en commun (infrastructures, services public). Donc si nous décidons en tant que groupe d'offrir quelque chose que nous possédons à un nouvel arrivant, cela ne nous coûte rien, c'est un don symbolisé par une monnaie créée. De même pour les outils de travail, c'est un don comme ce qui se faisait autrefois chez les compagnons. De même pour le revenu de base, c'est un don fait à ceux qui ne peuvent ou ne veulent pas travailler pour qu'ils ne meurent pas de faim. Pour ceux qui travaillent pour la collectivité (fonctionnaires, soignants, enseignants,...), la collectivité subvient à leurs besoins en échange de leur travail en créant de l'argent pour eux. Il faut simplement veiller à ce que tout cet argent créé ne dépasse pas nos capacités globales de production.

Mais tout cet argent créé doit générer une inflation considérable

Pas du tout, nos prix sont beaucoup plus stables que ceux des pays voisins car notre monnaie n'est pas spéculative et sa valeur est étalonnée sur le temps de travail, donc n'a aucune raison de varier beaucoup. Le prix des marchandises ne peut varier que si le prix de matières premières que nous importons varie. Toute la monnaie que nous créons correspond à du temps de travail donc ceux qui travaillent beaucoup, et uniquement ceux-là, car il n'y a plus de spéculation organisée, peuvent en accumuler. Mais pas dans des proportions

considérables et ils préfèrent souvent travailler moins. Par prudence nous avons voté une capitalisation maximum au-delà de laquelle le travail sera gratuit. N'oublions pas que nous sommes repartis de quasiment zéro, que beaucoup plus d'argent était créé auparavant pour alimenter la bourse et que celui créé pour l'économie apparaissait autrefois comme une dette. Nous n'avons plus aucune dette sauf envers certains pays avec lesquels nous n'arrivons pas à avoir des échanges équilibrés mais cela se négocie.

[Comment avez-vous pu payer la dette abyssale de 2022?](#)

Nous avons fait un audit et constaté que la majorité de la dette était constituée de fausse monnaie créée par les banques qui ne correspondait ni à une richesse possédée, ni à une richesse vendue. Nous avons condamné ces banquiers à rembourser leur fausse monnaie avec de la vraie, ce qui les aurais mis en faillite : ils ont préféré annuler ces dettes illégitimes ou disparaître et nous n'avons plus qu'une seule Banque Centrale du peuple pour créer la monnaie et gérer les comptes en Francs. Les banques survivantes ont pu un moment gérer les comptes en euros sans en créer par l'emprunt, faire des prêts avec leur propre argent ou celui épargné par les déposants, (avec leur accord et un partage de intérêts), mais les possibilités de spéculation ont beaucoup diminuées : celle-ci

est interdite sur la monnaie et les produits de première nécessité (nourriture en particulier) et elle est rendue impossible par le fait que l'état a sa propre chaîne de distribution. On ne peut pas empêcher un particulier de revendre un bien plus cher qu'il ne l'a acheté s'il trouve acquéreur (mais cela doit correspondre à un ajout de travail personnel que l'acheteur peut évaluer) mais il ne peut plus y avoir de spéculation à grande échelle avec des effets de levier et de l'argent qui n'existe pas. Ensuite, l'Union Européenne s'est effondrée et l'euro a disparu, remplacé par une monnaie internationale basée sur l'or plus saine qui a annulé les dettes. Mais nous gardons en interne notre monnaie SMVE qui nous offre beaucoup plus de possibilités. Restait quelques dettes envers des particuliers que nous avons remboursé individuellement, sans les intérêts, à l'aide de nos exportations et de tous les euros confisqués aux grandes fortunes financières (car non convertibles en Francs). Certains de ceux-ci ont préféré s'expatrier: grand bien leur fasse, nous n'avons pas besoin de leur argent pour produire ce qui nous est nécessaire, nous avons la main d'œuvre et les compétences.

[Comment vous procurez vous les matières premières que vous ne possédez pas ou les articles que vous ne savez pas produire?](#)

En l'absence de monnaie internationale correspondant à nos principes, nous en sommes revenus aux fondamentaux : les

échanges entre états sont du troc et nous veillons à avoir des échanges équilibrés avec chacun. Le taux de change est déterminé politiquement, il se calcule généralement proportionnellement au Revenu minimum Vital de chaque pays : si un pays a un RmV égal à la moitié du nôtre, sa monnaie vaut 2 fois plus. Cela nous fait payer les importations venant des pays pauvres plus cher qu'avant mais booste nos exportations. Nos échanges arrivent en général à s'équilibrer et sont beaucoup plus éthiques qu'auparavant. Pour les besoins énergétiques, nous avons investi dans les énergies « libres » et découvert qu'elles existaient déjà mais nous étaient cachées. Auparavant nous pouvions toujours en importer avec le système d'échange précédent et nous avons remis à la mode des plantes avec lesquelles on peut tout faire, comme le chanvre par exemple.

[Cela doit vous empêcher considérablement de voyager](#)

Pas du tout: chacun a droit à un quota de francs convertibles en monnaie étrangère. Les distributeurs de billet ou les cartes internationales font automatiquement le change en fonction des taux définis.

[Comment avez vous résolu le problème de l'immigration massive organisé par les gouvernements précédents ?](#)

Ce fut le problème le plus difficile car nous ne voulions pas perdre notre identité. Nous acceptons les mélanges ethniques qui sont enrichissants pour les 2 cultures mais pas une invasion avec des îlots prônant une culture totalement différente. Nous fûmes d'abord sans pitié pour ceux qui ne respectaient pas nos valeurs, qui furent renvoyés dans leur pays d'origine. Nous avons fait aux autres de nombreuses propositions pour qu'ils puissent intégrer notre culture et participer au travail collectif, ce qui a permis de n'en sélectionner qu'une partie. Il y en a eu finalement beaucoup qui ont choisi eux mêmes de repartir en voyant que la situation dans leur pays s'améliorait avec la nouvelle organisation mondiale.

Revenons à votre organisation politique interne : vous dites que vous avez destitué tout le personnel politique précédent: comment vous en sortez-vous sans eux?

L'ancien système les avait tous corrompus au profit d'intérêts privés. Maintenant tous ceux ayant une charge publique sont élus avec leur salaire, généralement égal au salaire national médian (par création monétaire pour ceux qui travaillent pour la collectivité nationale) et sont élus, payés, mandatés et révocables par ceux sur qui ils exercent leur pouvoir. Tout conflit d'intérêt est prohibé.

Il n'y a que 3 niveaux d'organisation: communal, régional et national.

Les juges locaux, par exemple, sont élus, et, lorsqu'il n'y a pas conciliation, ils sont toujours assistés d'un jury tiré au sort. Les procureurs n'ont plus le pouvoir de décider si une plainte est recevable ou pas, ils ne font que représenter l'état quand celui-ci est mis en cause. Ainsi l'état ne peut plus avoir la main mise sur la justice.

Il y a beaucoup d'associations de toutes sortes et leurs responsables obéissent aux mêmes règles mais sont le plus souvent bénévoles.

Nous avons à voter sur de nombreux points car il n'y a plus de parlement (ni bien sûr de sénat) : lorsque quelqu'un propose de créer, modifier ou abroger une loi, il y a un appel d'offres pour créer une commission d'intéressés qui propose cette loi sur un site dédié, comme pour le crowdfunding. Lorsqu'une proposition de loi atteint un nombre suffisant de suffrages positifs, elle est présentée au suffrage national et doit obtenir une majorité des 2/3 des votants pour être adoptée. Il y a moins de lois nécessaires qu'auparavant car le code civil, très simple, s'applique partout. Tout le monde peut le comprendre et l'appliquer et ceux qui jugent ont une très grande autonomie pour trouver des solutions qui permettent réparation et réinsertion.

Nous votons aussi le budget national préparé de la même façon.

La validité constitutionnelle des lois, ainsi que le travail de l'exécutif est contrôlé par une cour suprême, qui joue aussi le rôle de conseil constitutionnel, composé de quelques élus au suffrage universel et d'une majorité de citoyens tirés au sort.

Les ministres sont élus séparément par leur base en fonction de leur compétence et doivent avoir fait la preuve de leur compétence en ayant eu une vie professionnelle (sans conflit d'intérêt possible) ou sociale avant de briguer un mandat renouvelable par tacite reconduction. Ils peuvent être révoqués annuellement par un RIC (Référendum d'Initiative Citoyenne) obéissant aux mêmes procédures que les lois. Le président est élu au suffrage universel, il a un rôle de coordinateur et de représentation de la France à l'étranger. Il est révocable de la même manière.

[Vous me paraissez bien au fait de l'organisation politique pour un simple citoyen.](#)

Cela fait désormais partie de l'éducation des enfants et, pour les adultes en 2022, il y a eu des cours de rattrapage : il y a un média spécifiquement dédié au gouvernement qui nous parle des projets en cours. Et un autre totalement libre et gratuit, réservé à des non professionnels bénévoles. Les autres grands

médias ne peuvent appartenir qu'à ,ceux qui y travaillent et n'être financés que par leurs auditeurs. Internet est réellement libre.

Qu'en est-il de la liberté d'entreprendre et de l'organisation des entreprises?

Beaucoup plus de liberté qu'auparavant, juste un enregistrement pour permettre à l'état de faire des statistiques, un prêt gratuit (sans intérêt) pour la création d'une entreprise, pas de taxes ni d'impôts. L'état régule leurs bénéfices sans contrôle excessif en créant dans tous les domaines des entreprises concurrentes à la comptabilité publique : si le privé fait mieux que le public, il peut gagner plus mais pas dans des proportions considérables. Les entreprises en situation de monopole, comme la production d'électricité par exemple, sont nationalisées. Les entreprises gèrent leur mode de fonctionnement interne à leur guise tant que le droit civil est respecté. Le dirigeant n'est pas forcément élu mais la liberté de choix est respectée dans la mesure où il est facile pour un salarié de changer d'entreprise si une ne lui convient pas. Celui qui crée une entreprise peut en rester propriétaire tant qu'il y travaille et qu'elle reste dans le capital maximum autorisé, mais, à son départ, ceux qui y travaillent sont prioritaires pour le rachat en bénéficiant des dons d'état dans le cadre « premier outil de travail ».

Les entreprises ne se transmettent pas de façon héréditaire, sauf les individuelles comme les petites exploitations agricoles par exemple. Si un enfant du créateur d'entreprise veut prendre la succession de son père, il doit se faire embaucher à un poste de responsabilité avant son départ.

Justement, qu'en est-il des droits de succession en général?

Il est logique d'hériter sans droits de succession importants de biens ayant une valeur affective, comme la maison des parents par exemple, mais pas de fortunes colossales. Si les enfants veulent vendre cette maison, il y aura des impôts importants : c'est un peu comme si l'état, en leur faisant cadeau de leur première maison, avait anticipé cet héritage et qu'ils le remboursaient. Dans tous les cas, le capital hérité s'ajoute à celui de la personne dans le calcul du capital maximum autorisé.

Ce capital Maximum Autorisé a pour but de réduire les inégalités sans être trop contraignant et va de pair avec un prix horaire maximum autorisé qui est voté par référendum. En ramenant le franc à la valeur d'un euro de 2022, voici ce qui a été voté par référendum pour démarrer:

Revenu de base inconditionnel mensuel: 1000 f

SmIG (salaire minimum Interprofessionnel Garanti) mensuel pour 30h de travail hebdomadaire: 1000 f (ce qui fait un revenu mensuel minimum de 2000f)

RMA (Revenu Maximum Autorisé): 20 fois le SmIG soit 20 000f par mois pour 30h par semaine

Capital Maximum Autorisé : 500 RMA (ce que peut accumuler quelqu'un gagnant le RMA toute sa vie en ne dépensant que le Revenu de Base. Cela fait 10 Millions de francs, soit un capital que peu auraient atteint en euros en 2022.

Ces limites peuvent être remises en cause chaque année lors du vote du budget en fonction de la situation générale. Depuis, ces salaires ont augmenté alors que le temps de travail a diminué.

Et qu'en est-il de la retraite?

Le revenu de base inconditionnel assure un minimum retraite de 1000f et, à ce stade, tout le monde est propriétaire de sa maison. Ceux qui ont eu des salaires importants et souhaitent une retraite plus conséquente doivent cotiser pour la partie supplémentaire. Nous l'avons remise à 60 ans car, avec la robotisation, nous avons besoin de beaucoup moins de travailleurs. Mais la plupart continuent à être actifs, notamment dans la transmission de leur savoir. Ils sont

rémunérés pour cela en plus de leur retraite sans limitation autre que le RMA.

Il en est de même pour la cotisation chômage. Ce sont les 2 seules cotisations importantes qui restent puisque les hôpitaux sont financés par création monétaire. A noter que les hôpitaux sont entièrement gratuits mais les consultations médicales ne sont pas remboursées ni les médicaments, sauf cas très rares de traitements spécifiques et très chers. La Sécurité Sociale précédente était en effet très discriminatoire par rapport aux médecines non allopathiques et nous considérons que nous devons avoir la liberté de choix du praticien. De plus, nos salaires actuels nous permettent de prendre dans la majorité des cas complètement en charge notre santé. Les cas particuliers sont traités sur demande par nos services sociaux.

Quelles sont les réalisations importantes que ce système vous a permis de faire?

Déjà, globalement, nous travaillons 2 fois moins depuis que nous ne travaillons plus pour les banquiers.

La qualité de vie s'est améliorée : nous ne courrons plus après l'argent et c'est nous qui choisissons où investir. Il n'y a plus de problèmes dans les services publics, les autoroutes sont gratuites, les taxes sur l'essence ont beaucoup diminuées et servent juste à assurer l'entretien des routes.

Nous mangeons mieux : nous subventionnons les agriculteurs qui veulent se reconvertir en bio et taxons les produits phytosanitaires. L'état a racheté une grande chaîne de distribution et ne cherche pas à faire des bénéfices : il traite directement avec les producteurs au juste prix. Pour éviter le gaspillage, il y a même la possibilité de commander directement au producteur et d'être livré au magasin.

Nous entreprenons de grands chantiers environnementaux comme celui de rendre l'eau de toutes les rivières potable d'ici 10 ans.

Nous avons davantage de temps pour les loisirs, pour la culture : la qualité des programmes s'est beaucoup améliorée.

Les universités sont gratuites à tout âge. L'enseignement primaire et secondaire prend davantage en compte l'individualité de chaque enfant et l'aide à épanouir ses propres potentialités.

La médecine a complètement changé après qu'aient été révélés les scandales de la crise du covid, il y a eu une perte de confiance massive dans les produits des laboratoires pharmaceutiques et un retour aux médecines naturelles par les plantes, l'alimentation, et les énergies.

Et en conclusion ?

Pour tout dire, je crois que je peux affirmer que je n'ai jamais été aussi heureux. Je retrouve le contact avec la nature et vois la terre comme une planète merveilleuse. Je suis de nouveau fier d'être français car la France a redonné un sens au slogan gravé sur toutes les mairies: « Liberté, Égalité, Fraternité ».

Conclusion

Mon propos dans ce livre a été de démontrer comment un système monétaire frauduleux a complètement modifié notre organisation sociale depuis plus de 3 siècles, nous obligeant à faire passer les considérations d'argent, donc notre soumission aux banquiers, avant la considération de l'humain et de la vie sur terre. Ce système a donné un pouvoir immense, beaucoup plus important que ce que nous pouvions imaginer, à quelques grands banquiers associés aux grands capitalistes qu'ils ont promus. Ils ont pu diriger dans l'ombre la majorité des états au point d'imaginer faire disparaître la notion d'état en même temps qu'une grande partie de l'humanité pour régner en maîtres absolus sur la terre entière.

Grâce à leur argent, leur arme principale a été la possession de tous les principaux médias d'information qui leur a permis de

maintenir dans l'ignorance de leur projet et de leurs agissements réels la majorité des populations.

Nous arrivons à un stade final où, près du but, ils se cachent de moins en moins, comme le montrent le livre de Klaus Schwab ou les spectacles dépravés et sataniques de l'ouverture des jeux olympiques de Paris cette année 2024, ou celle des jeux olympiques de 2012 en Angleterre qui annonçait et mimait l'opération Covid 19, ou encore l'inauguration du tunnel du Gothard.

Puisse ce livre donner à ceux qui doutaient de la réalité d'un complot mondial contre l'humanité, car cela leur paraissait inimaginable de part l'ampleur des moyens à mettre en œuvre, l'envie de se mettre à envisager sérieusement cette hypothèse, et d'aller vérifier sur internet si ce qu'on leur dit dans les médias est vrai ou pas. On peut trouver de tout sur internet, des bobards, mais aussi des gens qui font un vrai travail de journaliste en donnant les preuves de ce qu'ils disent, mais aussi de vrais scientifiques qui sont interdits de s'exprimer ailleurs,

Vous découvrirez alors qu'on nous a menti sur tout puisque l'histoire a toujours été réécrite par les vainqueurs.

--On nous a menti sur l'origine de l'humanité, sur la traduction de la bible et le message de Jésus.

--On nous a menti sur l'histoire du monde en ne mentionnant pas l'existence et le rôle des Khazars.

--On nous a menti sur l'histoire de France que l'on nous enseigne (voir les livres et les conférences de Marion Sigault ou d'Oleg de Normandie pour l'histoire de la Gaule)

--On nous a menti sur la justification de l'état d'Israël.

--On nous a menti sur le 11 septembre.

--On nous a menti sur l'incendie de Notre Dame.

--On nous a menti sur le Covid qui n'était qu'une opération médiatique pour nous faire accepter une injection expérimentale mortifère qui n'avait rien d'un vaccin.

--On nous a menti sur Pasteur qui n'avait aucune rigueur scientifique, contrairement à Béchamp, mais il était Franc Maçon et a permis le développement de toute l'industrie pharmaceutique.

--On nous ment sur le réchauffement climatique (devenu dérèglement climatique) qui ne sert qu'à nous taxer et justifier l'épandage dans le ciel de substances toxiques utilisables dans des guerres climatiques.

_On nous a très probablement menti sur le résultat des élections.

Ils se montrent de plus en plus sous leur véritable jour de tyrans mafieux hors la loi, faisant taire toute opposition.

Pourquoi tant de mensonges si ce n'est que les vrais buts sont inavouables? Regardez tout ce qui a été détruit sur cette planète en moins de 2 siècles: disparition de la moitié des espèces vivantes, destruction de notre environnement, pollution de notre nourriture, de notre eau, de notre air, de notre santé, tout cela mis sur le compte d'une contrepartie inévitable au progrès. Mais de quel progrès parle-t-on? La nature est très généreuse et pouvait nous offrir tout ce dont nous avons besoin avec très peu d'efforts si nous avons dirigé le progrès différemment. Au lieu de cela, les hommes et les femmes sont enchaînés dans une course à la production qui vise à détruire le naturel et le vivant et à le remplacer par de l'artificiel, y compris à robotiser l'être humain. Nous ne sommes pas conçus pour communiquer avec des machines, incorporer des produits chimiques, être bombardés d'ondes

électromagnétiques toxiques, et nous avons des pouvoirs inusités pour communiquer avec tout ce qui est vivant. Toute cette destruction n'est ni un hasard, ni une fatalité : de la part de ceux qui sont suffisamment puissants pour organiser la planète comme ils veulent, c'est une volonté.

Mais pourquoi des humains voudraient-ils détruire la race humaine, pensez vous?.....¹ Beaucoup sont piégés dans le système et ne se rendent pas compte de ce qu'ils font, mais ceux qui sont à la tête de tout cela en sont conscients et l'annoncent même à l'avance . Ils forment une caste, se reproduisent entre eux et prétendent avoir une origine « divine » ou plutôt extraterrestre.

Nous avons encore beaucoup à découvrir sur nos origines : il semble certain qu'il y a déjà eu sur terre des civilisations plus avancées que la nôtre sur tous les plans, qu'elles soient d'origine extraterrestre ou pas.

J'espère que les lecteurs avertis viendront alors grossir les rangs de ceux qui luttent, dans l'ombre aussi, pour contrecarrer leurs plans machiavéliques car leur pouvoir ne tient que grâce à l'acceptation passive de la plupart des humains. Nous ne pouvons résister que si nous devenons conscients et la solution que je propose est à la portée de tous : il suffit de se rallier aux propositions de charte, (charte des valeurs fondamentales et charte constituante), plus simples à comprendre et à lire qu'une constitution complète mais suffisantes pour permettre à un gouvernement de transition de s'installer. Les 2 chartes sont en accès libre sur internet et vous pouvez, avec vos commentaires, participer à leur élaboration (<https://democratie-sociale.fr/>) ou

1

simplement y adhérer en indiquant votre accord. Ce commentaire ne sera pas publié et sera équivalent à un vote.

Puisque même dans la légalité actuelle nous n'avons plus de constitution, vous pouvez commencer dès maintenant à vivre en adoptant ces chartes, en vous y conformant et en les opposant à ceux qui essayent de vous imposer d'autres directives. Vous verrez alors la force de résistance que peut donner la certitude d'être dans un bon droit même quand d'autres disent le contraire.

Annexe

Jeu «échanges et monnaies»

C'est une réflexion sur la monnaie à travers un jeu nécessitant de faire des échanges pour satisfaire ses besoins, symbolisant ce qui se passe dans un état, rejoué avec les différents types d'échanges et de monnaie. Mieux qu'un long discours, il nous permet de mesurer l'arnaque de la monnaie actuelle qui n'est visible que lorsqu'on considère l'ensemble du système. Il permet aussi d'y voir clair dans les différentes monnaies alternatives proposées.

Mise en place: chacun a une enveloppe sur laquelle il écrit son prénom ou un pseudo, dans laquelle il met toutes les lettres composant ce prénom.

On remet toutes les lettres dans un pot commun et chacun (sauf 3) retire au hasard le même nombre de lettres qu'il y a dans son prénom (en vérifiant qu'il n'y a pas toutes les lettres de son prénom, auquel cas il ne pourrait pas jouer à faire des échanges).

Il reste dans le pot les lettres des prénoms de ceux qui œuvrent pour la communauté: l'organisateur (politiques), l'aide (fonctionnaires) et l'éventuel banquier, qui doivent être nourris par les autres. Donc les autres se répartissent ces lettres et écrivent l'ensemble des lettres collectées sur leur enveloppe de façon à pouvoir reprendre les mêmes lettres à chaque jeu.

Le jeu consiste à faire des échanges de lettres avec les autres pour pouvoir reconstituer son prénom et écrire celui des 3 à leur service. La façon dont il est préparé fait que cela est théoriquement possible : nous supposons donc une communauté autosuffisante dans ses besoins essentiels (ce qui ne l'empêcherait pas d'échanger avec d'autres communautés en troc).

Premier jeu: pas de monnaie, le groupe s'organise tout seul pour faire ses échanges. Les 3 notent le temps mis par chacun pour reconstituer son prénom.

Tout le monde y arrive dans un temps relativement court. Les échanges se font dans la bonne humeur et le troc est souvent abandonné au profit de petits groupes coopératifs qui mettent en commun leurs compétences.

Pourquoi introduire la monnaie: recherche d'une définition de la monnaie,

Tous les échanges ne nécessitent pas de passer par la monnaie: celle ci ne se justifie que pour des échanges non affectifs ou trop éloignés dans le temps et l'espace pour qu'on s'en souvienne. La monnaie se définit alors comme **un moyen de mesurer la valeur des échanges de façon à conserver cette valeur dans le temps et l'espace pour que celui qui a donné à quelqu'un puisse avoir le droit de recevoir de lui (troc) ou de n'importe quelle personne du groupe (échange communautaire) pour la même valeur. Celui qui a commencé par recevoir doit rendre pour la même valeur (dette).**

Beaucoup de choses peuvent servir à mesurer mais si je mers de petits cailloux, ça ne va pas marcher: **Une monnaie n'est fiable qu'à condition de remplir toutes les conditions d'une mesure : être étalonnée (tout le monde a la même**

unité et tout le monde peut en posséder une copie), ne pas être créée abusivement (fausse monnaie), avoir des valeurs de départ (lorsqu'on la crée ou la reçoit) et d'arrivée (valeur d'achat) identiques.

Fort de ces principes, on peut maintenant examiner les différentes sortes de monnaie en commençant par celle à laquelle nous sommes soumis : l'euro.

Deuxième jeu: la monnaie bancaire. Les échanges ne peuvent se faire qu'avec de la monnaie obtenue en empruntant au banquier ou en vendant une de ses lettres à quelqu'un qui a emprunté. Les 2 qui représentent l'état sont aussi obligés d'emprunter au banquier pour vivre en attendant d'être remboursés par les impôts.

Chacun ne peut se faire enregistrer que lorsqu'il a pu écrire son prénom, rembourser le banquier avec les intérêts et payer ses impôts.

Chaque lettre vaut 1€

Le banquier prête avec un intérêt de 1€ pour un montant inférieur ou égal à 5€.

les impôts= nombre de lettres des 2, plus les intérêts dus au banquier divisé par le nombre de participants moins 3, arrondi à un nombre entier supérieur.

L'état achète ses lettres et paye le fonctionnaire avec l'argent emprunté puis rembourse à la fin les intérêts avec le solde s'il peut.

Le banquier achète ses lettres avec de l'argent qu'il se prête sans intérêt et saisi les lettres de ceux qui ne peuvent pas rembourser.

On arrête le jeu quand ça se bloque, certains réussissent mais d'autres pas.

On écrit pour chacun le temps mis pour réussir, l'argent qui lui reste, ou sinon ses dettes (y compris pour l'état et le banquier).

C'est beaucoup moins convivial, il peut même y avoir des disputes, certains essaient de tricher en faisant du troc sans monnaie. Très peu arrivent à tout faire, essentiellement ceux qui ont attendu que les autres empruntent pour leur vendre leurs lettres. Le plus endetté est l'état qui ne recueille pas assez d'impôts pour payer le banquier avec les intérêts. Le grand gagnant est le banquier.

Ce qui n'était pas évident à comprendre en tant qu'utilisateur de l'euro dans des échanges économiques apparaît lorsqu'on examine le fonctionnement global du système. Où se trouve le problème?

C'est l'échange avec le banquier qui n'est pas équilibré et qui pervertit tout le système: le banquier donne une fausse monnaie qui ne représente rien, ni de l'or possédé, ni un travail de sa part car elle ne lui coûte quasiment rien à produire. Non content de produire de la fausse monnaie comme un faussaire ordinaire qui ne l'utilise qu'une fois, il demande qu'on la lui rembourse après qu'elle ait pris de la valeur dans le circuit économique, si bien que toute la monnaie qui reste en circulation apparaît comptablement comme une dette envers le banquier; c'est l'origine de notre dette abyssale qui n'est qu'un jeu d'écriture. Si on voulait la rembourser, non seulement il n'y aurait plus de monnaie en circulation mais il en manquerait car l'argent des intérêts n'a pas été créé, ce qui oblige à emprunter de nouveau au banquier pour les payer. Voilà pourquoi le système ne peut donner l'illusion de fonctionner que dans une espèce de fuite en avant qui oblige à une croissance permanente.

Pour comprendre comment on en est arrivé là, voir l'histoire de la création monétaire

Lorsqu'on a compris comme M. Amschel Mayer Bauer, le fondateur de la dynastie Rothschild, que celui qui crée la monnaie d'un pays est le véritable souverain de ce pays, on a compris que si nous voulons vivre en démocratie, il n'y a qu'une seule solution: donner la création monétaire au peuple.

Troisième jeu: la monnaie communautaire. Nous sommes tous copropriétaires de la banque centrale, le banquier est un fonctionnaire qui fait ce qu'on lui demande et nous essayons de créer une monnaie qui corresponde à des échanges réels et réponde à tous les critères de fiabilité:

_Être étalonnée, par exemple sur la valeur du temps de travail.

_Être certifiée pour être sûr qu'il n'y ait pas de faux monnayeurs. Qui est mieux placé pour certifier la valeur d'un échange que l'acheteur qui sera débité de la même somme?

_Représenter la valeur d'une production même au moment de sa création. On peut ainsi payer par création monétaire ceux qui travaillent pour la communauté; l'échange est entre leur travail et celui que la communauté va faire pour les nourrir.

On démarre donc le jeu en donnant la monnaie nécessaire aux 3 qui travaillent pour la communauté qui vont alimenter les autres en monnaie en achetant leurs lettres. On pourrait

rajouter la distribution de 1 bon d'achat à chacun au départ pour éviter les soldes négatifs impossibles à matérialiser.

On note le temps mis par chacun pour réussir, sensiblement le même qu'au premier jeu. Tous réussissent facilement.

Point sur les autres monnaies alternatives:

_Les mondialistes vont proposer **la monnaie numérique souveraine** qui nous mettra définitivement en esclavage puisqu'ils la créeront et la distribueront à leur guise, pouvant la rendre fondante (à utiliser avant une date donnée) ou valable seulement sur certains articles ou sur certains espaces ou la supprimeront pour les opposants politiques.

_Les états patriotes qui s'opposent aux mondialistes proposent de revenir à **la monnaie or battue par les états**: cela fera des états souverains qui pourront créer de la monnaie autrement que par la dette mais de façon limitée par leurs réserves d'Or et ils ne seront pas forcément démocratiques : on revient à la monnaie Or des rois, symbolique cette fois, avec toujours la tentation de créer plus de monnaie qu'on a d'Or, ce qui dévalue la monnaie, et tous les bénéfices de création monétaire de la monnaie communautaire ne seront pas possibles. Comme du temps des rois, la finance capitaliste pourra continuer à prospérer et prendra le pas sur les états un jour ou l'autre..

_D'autres parlent des **cryptomonnaies** pour s'affranchir des banques. Elles permettent effectivement pour l'instant de s'affranchir des banques, elles certifient les échanges, mais elles ont l'inconvénient d'être uniquement numériques et ne sont pas de véritables monnaies adaptées pour gérer un pays: elles ne sont pas étalonnées, donc de valeur variable et rémunèrent de façon aléatoire ceux qui travaillent pour la communauté. Ce sont des transferts d'actifs plus ou moins virtuels. On ne peut même pas les jouer ici car elles ne sont pas matérialisables et que, pour démarrer, il faudrait avoir déjà de la monnaie créée par les banquiers.

Dans le cas particulier de la June, ce sont des bons d'achat qui sont distribués régulièrement à tout le monde de la même façon . On peut faire un quatrième jeu avec la June (qui semble tenter certains selistes), car on peut matérialiser les bons d'achat:

Quatrième jeu: la June. Le banquier est maintenant un logiciel qui distribue 1 bon d'achat à chacun toutes les 5 minutes. On note le temps mis par chacun.

Tout le monde y arrive mais c'est plus lent. Les grands perdants sont l'état et les fonctionnaires qui doivent attendre une éternité avant d'être payés.

La june n'est pas adaptée pour faire fonctionner une nation. Pourtant nous l'avons amélioré en matérialisant les bons d'achat et en l'étalonnant alors qu'elle ne l'est pas,

_Les monnaie locales: elles sont adossées à l'euro et ne font que le dupliquer, donc ne sont pas différentes. Leur seul intérêt est de renforcer l'identité locale, d'inciter à consommer localement, et d'être sûr que cet argent là ne sera pas utilisé par la finance.

Aucune de ces monnaies n'a toutes les propriétés d'une véritable monnaie communautaire telle que nous l'avons définie: on ne la retrouve que dans les SEL (Systèmes d'Echange Locaux) qui constituent une excellente expérimentation prouvant que tout ce qui a été dit précédemment n'est pas utopique et fonctionne. (Rien n'empêche de donner aussi à la monnaie des SEL la forme de pièces et billets). Cela fonctionne d'autant mieux que la communauté est large et contient des compétences complémentaires permettant de subvenir aux besoins essentiels, elle serait parfaite comme monnaie nationale, c'est pourquoi les banquiers au pouvoir ne la tolèrent que sous forme réduite et locale. Mais si nous élargissons les échanges entre Sel, nous serions en train de construire un monde de demain qui serait une véritable démocratie.

Dernière partie: imaginons ce que serait la vie, en France par exemple, avec une monnaie communautaire:

Rien ne change en apparence dans l'utilisation de la monnaie, nous pouvons toujours payer par carte bleue ou en espèces mais tous nos comptes sont désormais sur la banque centrale, seule autorisée à créer la monnaie.

La monnaie est créée à chaque échange sur le compte du vendeur et détruite sur celui de l'acheteur (c'est ce qui se passe actuellement sur nos comptes mais on nous fait croire que c'est quelque chose qui passe de l'un à l'autre).

Mais il y a en plus le cas particulier de ceux qui travaillent pour la collectivité: l'échange est alors entre leur travail et celui de la communauté qui va les nourrir, donc de la monnaie est créée pour eux et reviendra à ceux qui vont les nourrir.

Pour le même résultat qu'auparavant, nous avons besoin de travailler 2 fois moins puisque ceux qui travaillent pour la collectivité et les grands services publics sont payés par création monétaire; les impôts, retenues diverses et TVA qui plombent la moitié de nos salaires ne sont plus nécessaires.

Le budget, préparé en commissions, est voté ligne par ligne au niveau national. C'est le peuple qui détermine le salaire des

politiques et décide des projets qu'il veut entreprendre sans s'occuper de savoir s'ils sont rentables ou non.

Les banquiers ne peuvent plus prêter que l'argent qu'ils possèdent vraiment ou l'argent épargné par leurs déposants avec leur accord et une participation aux bénéfices. Tout le système financier et le capitalisme s'écroule, le droit de propriété est ramené à la propriété d'usage.

On peut même décider d'un revenu inconditionnel de base par création monétaire, cadeau de la société à ceux qui pour des raisons diverses ont du mal à produire.

Ce système économique démocratique devrait alors aller de pair avec des institutions réellement démocratiques: nouvelle constitution permettant au peuple de voter les lois directement sans déléguer à des «représentants», une justice rendue par le peuple avec des jurys et un conseil constitutionnel tirés au sort,

Cette monnaie ne pourrait pas s'installer brutalement d'un seul coup, il faudrait que dans un premier temps elle soit seulement complémentaire et réservée aux échanges entre français. C'est seulement les échanges faits avec cette monnaie non convertible qui seraient exonérés de taxes et d'impôts, ce qui encouragerait à l'utiliser et permettrait de réindustrialiser rapidement la France.

Bibliographie

Le fonctionnement actuel de la création monétaire n'est pas secret, il est dans les sites officiels mais décrit comme une évidence normale. Par contre, comme l'histoire a toujours été réécrite par les vainqueurs, il est très difficile de retrouver des écrits fiables la concernant.

Pour comprendre l'historique sur la création monétaire :

« Les secrets de la Réserve Fédérale » par Eustace Mullins aux éditions «le retour aux sources»

« Une histoire populaire des États-Unis » par Howard Zinn aux éditions Agone.

Stephen Mitford Goodson : « histoire des banques centrales et de l'asservissement de l'humanité » depuis l'empire romain jusqu'à nos jours par un directeur de la Banque Centrale Sud Africaine s'opposant ensuite aux impôts et à l'usure, et probablement assassiné en 2018 pour cela.

Voir et lire (faciles à trouver sur internet et YouTube) :

Étienne Chouard pour la nécessité d'écrire nous mêmes la constitution.

Valérie Bugaut, juriste, pour la nécessité de rétablir la priorité du droit civil sur le droit commercial.

Marion Sigaut et Henri Guillemin, historiens, pour la vie en France à partir de la Renaissance et jusqu'après la « révolution » de 1789.

Oleg de Normandie pour son étude de la civilisation gauloise beaucoup plus proche de la nature et de l'enseignement du Christ que la religion judéo-chrétienne.

Et bien sûr l'immensité des documents disponibles sur internet.